

GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 35 F — Bimestriel n° 77 – 13e année – septembre-octobre 1994

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 77
Septembre-octobre 1994

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
M. AUVRAY
G. BELLOUIN
S. BOULOUQUE
C. JACQUIER
G. PELLETIER
G. POTVIN
I. VEXLER
PH. VIDELIER

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Maquette et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Aurons-nous assez remémoré, commémoré, célébré et concélébré, en ce bel été de 1994 ! Pensez donc : un cinquantenaire de cette importance, ça ne se rencontre qu'une fois dans une vie d'homme. Aussi étaient-ils venus en nombre, du Royaume-Uni et des Etats-Unis pour revoir les plages où ils avaient pris pied, souvent avec héroïsme, un demi siècle auparavant. On décora beaucoup (pendant qu'il était encore temps) les vétérans qui évoquèrent avec émotion leurs souvenirs de l'époque. Leur premier mot de français leur revint spontanément - celui qui valut un triomphe à l'auguste Baby : il affirmait à son partenaire le clown Maïs : "Je sais parler américain". "Ah oui ? Eh bien, dites-nous quelque chose en américain" demandait Maïs. Et Baby ouvrant sa large bouche peinte, lâchait un retentissant : "Cognac !" - le second mot des "Ricains" serait "Mademoiselle", appel au repos du guerrier que les pauvres gars avaient bien mérité.

Pour en revenir aux festivités commémoratives, leurs durées s'expliquent par l'étalement des libérations locales, géographiquement et chronologiquement, et par l'intensité variable de la résistance allemande. C'est ainsi que la célèbre "poche de Royan" ne rendit les armes qu'en 1945, tandis que Strasbourg, ville symbole, tombait dès l'automne 1944 devant les troupes de la 2ème DB.

Les insurrections menées par les différents mouvements de Résistance eurent des fortunes très diverses et des utilités très variables selon surtout le moment de leur déclenchement : trop tard ne servait à rien ; trop tôt eut parfois des conséquences dramatiques, surtout lorsque le Haut Commandement américain avait prévu de contourner telle agglomération sans y livrer combat (c'était le cas, on le sait, de Paris). La politique joua ici un rôle important et surtout cette crainte de voir, la guerre finie, le peuple communisé et en armes.

Ce n'est d'ailleurs pas là que la Résistance fut vraiment utile, mais dans le constant harcèlement destructeur des moyens de communication ennemis. Selon l'un des responsables du Haut Commandement allié cette action épargna la mise hors de combat de peut-être 3000 soldats.

Puisque nous voilà dans les chiffres, rappelons que 50 000 soldats alliés avaient pris pied le 6 juin sur les plages de Normandie non sans difficultés et bravoures ; ils furent 200 000 les jours suivants opposés à près de 300 000 Allemands très retranchés. On comprend dès lors que les Américains, qui soutenaient encore un dur effort de guerre contre les Japonais dans le Pacifique, aient tout fait pour épargner la vie de leurs "boys". Un débarquement de cette importance, encore jamais vu, serait de toute façon meurtrier ; il importait de limiter les pertes ensuite. Ce qui fut réalisé par l'emploi massif de l'artillerie et surtout de l'aviation. Une ville comme Saint-Lô par exemple fut complètement anéantie et les troupes d'assaut furent stupéfaites d'y trouver encore des vivants. Résultat de cette forme moderne de guerre : sur des effectifs totaux, engagés sur l'ensemble des fronts, de 12 500 000 hommes, ils ne comptèrent "que" moins de 300 000 morts, tandis que les Soviétiques perdaient pour à peu près les mêmes effectifs un total de près de 7 500 000 tués.

Cependant les civils, victimes des bombardements (ceux du moins qui survécurent, car il y en eut 120 000 tués par bombes ou obus en France) acceptèrent cette forme de guerre ; mais ils reprochèrent aux aviateurs alliés la massivité et l'imprécision du tir des bombes lâchées parfois à plus de 5000 mètres d'altitude. Il y avait en France, en 1945, 1 320 000 logements à reconstruire. On allait pouvoir "retrousser les manches".

Mais au-delà des chiffres, au-delà même du chagrin, ce qui subsiste dans nos mémoires de ces jours de "libération", c'est un immense espoir, trop tôt remplacé par une énorme déception. Qu'attendions-nous au juste, nous qui étions jeunes à l'époque ? Aujourd'hui encore, je ne suis pas certain que nous l'ayons su exactement. Mais en tout cas, certainement pas ce qui arriva : peu à peu, les choses et les gens reprirent leurs places et ce fut "comme avant". C'est peut-être en cela que la Libération ressembla le plus à une révolution...

Georges POTVIN

Photo de couverture : Conscrits de la classe 1924 posant pour la postérité avec leurs pères. Une illustration qui renvoie à l'article sur le service militaire page 11.



1944, LES CIVILS DANS LA BATAILLE DE NORMANDIE

Depuis 1943, les Alliés rassemblent en Grande-Bretagne un matériel impressionnant, presque illimité, et formé une immense armée dans le but de créer le "second front" promis à Staline : c'est la célèbre opération Overlord que tout le monde connaît. Le chef de cette opération est le général Eisenhower, soutenu inconditionnellement dans son action par le président Roosevelt. Rien n'est négligé, car il est hors de question d'échouer. Il est prévu de détruire préalablement au débarquement toutes les voies de communication – gares, voies ferrées, carrefours, ponts – ainsi que les terrains d'aviation, les centrales électriques, les dépôts de carburant, etc... Ce qui implique des interventions massives de bombardiers légers et lourds. Eisenhower, dans sa proclamation du 6 juin à la radio déclare : *"Au cours de cette campagne qui a pour but l'écrasement définitif de l'ennemi, peut-être aurez-vous encore à subir des pertes et des destructions."*

"A combien estimez-vous les pertes civiles ?" s'inquiète Churchill auprès du général Eisenhower "A 80 000" répond celui-ci. Mais Churchill considère que 10 000 victimes, est le seuil à ne pas dépasser si l'on ne veut pas remettre en cause l'amitié Franco-Britannique !

Certes, une opération de cette envergure ne peut se dérouler sans faire de victimes. Les civils sont des gêneurs pour les armées qui vont s'affronter. Les prévenir d'une attaque, c'est prévenir l'ennemi. Alors, le mieux est de ne pas s'occuper d'une population qui s'arrangera comme elle le pourra. Du côté des civils, par contre, les témoignages s'accordent pour estimer "qu'on aurait pu éviter çà", "qu'on aurait pu faire autrement" ou "qu'on ne comprenait pas pourquoi nos amis nous voulaient tant de mal !".

On ne peut, en quelques pages, dresser le bilan de cette guerre impitoyable qui fit des dizaines de milliers de morts civils et des centaines de milliers de sinistrés. Mais en marge des exploits militaires, maintes fois expliqués ces derniers mois, Gavroche se devait de rendre hommage à ces milliers d'innocentes victimes.

Depuis près de quatre ans la Normandie vit sous le régime de l'Occupation allemande. La population essaie de survivre. C'est l'époque du "Système D", du troc et du "marché noir". La jeunesse résiste à la scandaleuse loi de Vichy du 4 septembre 1942 instituant le Service du Travail Obligatoire (STO). Les familles sont déchirées, ceux qui ne partent pas en Allemagne se réfugient peu à peu dans les "maquis" qui s'organisent dans la région.

En ce début de 1944, les nouvelles sont réjouissantes, les Allemands perdent sur tous les fronts. Les Normands se doutent bien que les Alliés ne tarderont pas à débarquer. Où ? Vraisemblablement pas chez eux, car on se souvient du débarquement de Dieppe, le 19 août 1942, qui avait échoué lamentablement. Et puis les Normands constatent que les soldats Allemands qu'ils côtoient sont, dans l'ensemble, des vétérans pressés de voir la fin de cette "sale guerre". Les meilleurs éléments de l'armée d'occupation sont sur le front de l'Est.

Toutefois les Allemands sont sur leurs gardes. On note début 1944 une recrudescence des travaux de terrassement et d'aménagement de leurs dépôts d'essence et de munitions. Ils savent, qu'en cas d'invasion, les avions vont démolir villes et routes, aussi placent-ils à tous les carrefours, dès le mois de février, des pancartes de déviation *"Umgehung"* avec des itinéraires de déviation. Autre signe de nervosité, le 22 mars, par voie de presse, il est ordonné aux habitants de déposer leurs postes de TSF dans les mairies pour *"assurer la sauvegarde des troupes d'occupation dans une région* ***menacée*** *d'invasion".* Il s'agit d'empêcher les messages de parvenir aux Résistants.

Tout cela est globalement "rassurant". L'avenir semble radieux aux Normands qui sont loin de s'imaginer qu'ils vont vivre la plus grande tragédie de leur histoire.

Rouen ou le prélude au carnage

Les Rouennais sont habitués à voir et à entendre les avions alliés qui survolent sans cesse la ville *pour aller bombarder les Allemands.* La sirène signale leurs passages. Elle hurle 93 fois en ce premier trimestre. Comme il ne se passe rien, on finit par s'y habituer, même si on sait que le nord du département est bombardé à plusieurs reprises et que les routes sont mitraillées. Et le 19 avril, c'est le drame :

"Cette nuit du mardi 18 au mercredi 19 avril 1944, écrit R.-G. Nobécourt (Rouen désolée), *était d'une transparence bleuâtre remplie d'étoiles. Cécile Sorel venait de quitter le Théâtre Français ; un millier de Rouennais qui l'avaient applaudie étaient à peine rentrés chez eux, sensibles à cette paix, à cette tendresse du ciel. Un bourdonnement soudain s'insinue, auquel on prend garde sans trop s'émouvoir ; les sirènes se taisent. Mais sur la ville une clarté se répand ; des ballonnets, comme des lampes suspendues, flottent au dessus de Rouen dont ils tirent de l'ombre les monuments et les places, qu'ils illuminent étrangement. Le bruit aérien s'épaissit, se prolonge ; le ronron se gonfle, s'accentue. Son insistance et cette lueur vive inquiètent. Sa monotonie obsédante tend les nerfs : deux explosions profondes tout à coup la déchirent. Chaque minute prend désormais une intensité tragique. L'atmosphère a tremblé et il semble que les maisons oscillent. Comme un orage qui se déchaîne brusquement pendant un feu d'artifice prodigieux, comme une avalanche titanesque qui se libère dans une blancheur éblouissante, un grondement continu parvient de Sotteville* (1) *et la lumière de puissantes et nombreuses fusées inonde toute l'agglomération. L'artillerie de DCA canonne l'air. Les sirènes alors mugissent. Il est minuit seize. On se précipite vers les caves, vers le moindre refuge. L'horizon brûle (...). Tous les pompiers sont alertés. Minuit trente-cinq. Le bruit paraît diminuer. Les relations téléphoniques ne sont plus possibles. Dix lourdes minutes s'écoulent. Puis la ville, de nouveau, s'éclaire d'une pâleur de lune ou de victime offerte. L'orage maintenant roule sur elle. De Saint-Etienne et de Sotteville il remonte vers Saint-Sever, vers la Seine. Dix minutes encore et, dans le même éclaboussement livide que ponctue à la seconde fatale une fusée rouge, les torpilles, après leur glissade satanique, emplissent de leur fracas le centre même de la ville. Il est une heure moins deux quand l'effroyable carrousel aérien s'achève. Au sein de la nuit retombée, de cet arrachement de tout, de cette terreur si pareille à une agonie, des torches se sont allumées.*

(...)

Où courir ? Sous les décombres des blessés gémissent, des survivants appellent. A travers les ruines, les flammes se propagent et gagnent les immeubles indemnes. Les bombes ont rompu les canalisations ; on puise l'eau à la Seine, mais la pression est faible et le fléau progresse. Les secours arrivent. Les pompiers de la banlieue ont été requis à 1 h.15 ; ceux du département vont l'être. La fin de l'alerte est donnée à 1 h.38.

Les Rouennais que le feu n'a pas encore poussés hors des abris ou que la mort n'y garde pas, écrasés, étouffés, en sortent avec stupeur. L'hallucinante horreur les saisit. Le cœur de Rouen est un brasier qui les investit ou dont la contagion les menace.

(...)

La seule ville de Rouen a reçu en quelques minutes 345 bombes de 250 et 300 kg. Des centaines d'autres – plus de 4500 – ont ravagé Sotteville.

Quand le jour se lève enfin sur ce cauchemar, l'épouvante peut-être se dissipe, mais la tristesse et l'accablement emplissent les regards et les âmes."

"J'ai vu l'enfer !" déclare Cécile Sorel, qui s'était réfugiée dans une cave proche du théâtre. Maintenant, la ville dénombre ses morts. On en retrouve chaque jour dans les décombres, et chaque jour des blessés succombent. On estime le chiffre des victimes à 900 morts pour ce seul bombardement, dont 500 à Sotteville-lès-Rouen.

Quelle explication peut-on fournir pour justifier un tel bombardement ? On y voit aucun objectif militaire. Certes, il y a bien des services allemands dans les quartiers touchés (Feldkommandantur, centrale radio, Gestapo), il y a aussi la gare. Mais cette hypothèse de la *désorganisation du commandement* se heurte à la disproportion entre la *cause* et les *effets*. Reste l'hypothèse selon laquelle la troisième vague – la plus meurtrière – aurait été composée d'avions allemands envoyés aussitôt après les deux premières : une bombe anglaise, retrouvée dans la cathédrale en démontrera l'invraisemblance. De toute évidence il s'agit, soit d'une faute de tir, soit d'un arrosage systématique comme il y en aura malheureusement d'autres dans les mois à venir sur d'autres villes ou villages.

Ce drame sert-il la propagande nazie ? Les Résistants ne s'y trompent pas : Roger Aubert, affilié à un réseau secret adresse à Londres un message : *"Signaler effet moral déplorable bombardements sur civils. Retournement de la situation".* D'autres demandent instamment : *"que les Anglais évitent ces bombardements de villes sans objectifs militaires importants et la résistance leur indiquera avec précision les points stratégiques à détruire, se réservant à elle-même, à condition que les moyens matériels lui en soient fournis, de faire sauter les installations qui lui seraient désignées dans les agglomérations urbaines".*

Ces observations n'ébranlèrent apparemment pas les convictions des militaires.

Le 28 avril on enjoint aux familles de quitter Rouen, car l'aviation alliée, de plus en plus active contre les viaducs qui enjambent la Seine laisse présager la destruction des ponts de Rouen. En effet, du mardi 30 mai au lundi 5 juin, pour tous les Rouennais, ce sera à jamais la *Semaine rouge*.

Le 30 mai à 11 h.15, une vague de bombardiers inonde de torpilles le centre de Rouen. Puis une seconde et une troisième vague lâchent une nouvelle cargaison de bombes : 160 torpilles d'une tonne viennent d'être déversés :

"Douze "dames" sont enfermées sous les décombres des maisons closes. Quai du Havre, l'hôtel des Douanes est à demi effondré et l'amas de ses lourdes pierres a enseveli 140 personnes, dit-on. (...) 24 pompes alimentées par la

(1) Banlieue de Rouen où se trouve une gare de triage.

Seine combattent le feu, mais il faut en retirer plusieurs pour aspirer l'eau qui envahit les caves de la douane, menaçant de noyer les malheureux qui y étouffent et qu'une équipe de sauveteurs s'acharne à dégager ; la nuit tombera sans qu'on y soit parvenu."

Il faut attendre dix jours pour que les mineurs (parmi les 400 volontaires venus du Nord) parviennent à la cave pour dégager *les corps broyés et corrompus.* Le lendemain, pendant plus d'une heure les avions recommencent l'effroyable pilonnage :

"Rue Herbière, une soixantaine de personnes se débattent vainement contre la mort. Le quartier brûle et, dans la cave où elles asphyxient, l'eau, que déversent les pompiers, pénètre peu à peu : elle monte inexorablement. Les enterrés se haussent sur les pieds quand elle leur parvient à la gorge et s'effraient d'être abandonnés. Ils ne le sont pas. On travaille obstinément à les dégager."

On parvint à en sauver sept !

Le 1er juin de nouveaux passages d'avions ralentissent ou interrompent les efforts des pompiers : l'incendie se développe. Ce jour est celui du feu. La Cathédrale brûle ! A 18 heures, une bombe non éclatée saute. A 30 kilomètres à la ronde on voit brûler Rouen. Jusqu'au 5 juin, les avions viennent ainsi quotidiennement lâcher leurs chapelets de torpilles qui retournent les ruines :

"C'est un régime qui éprouve les nerfs, qui exaspère et qui déprime. La clameur des sirènes devient une obsession qui mêle dans l'oreille, dans le regard, dans l'esprit, en une sensation confondue, le bruit des moteurs, le sifflement et l'éclat des bombes, la chute des maisons, le crépitement et le jet des flammes, la plainte des blessés et la sanglante lividité des morts, toute la désolation et toute la frayeur..."

Enfin les Rouennais apprennent la bonne nouvelle : les alliés ont débarqué.

Depuis ce jour, jusqu'à la Libération, il n'y aura pas une seule journée sans sirènes. Les ponts de la Seine demeurent les objectifs principaux. Le 25 août, les Allemands en retraite tentent de passer la Seine :

"A 19 h.35, l'aviation anglaise, lâchant en piqué 150 torpilles, transformait en un cimetière de ferrailles et de chair brûlée l'amoncellement des véhicules immobilisés sur les quais."

Le 26, Les Allemands encore présents multiplient les ravages, Ils détruisent tout ce qui ne l'est pas encore, dans les gares et sur le port. Toute la nuit les bombes continuent de choir. Le Palais de Justice est en feu.

Le 31 août, c'est fini, Rouen est délivrée.

Les bombardements du 6 juin

Le 6 juin, dans la nuit, toute la Normandie est réveillée par un bombardement intense. C'est le prélude au débarquement. Des tracts sont théoriquement lancés par les avions pour prévenir la population. Les témoignages recueillis à ce sujets sont extrêmement rares :

L'abbé Levert, curé de Varenguebec, dans le Cotentin, a lu ces tracts recommandant *d'éviter le voisinage des Allemands, des villes, des gares, des usines même peu importantes et du littoral ; conseillant aux ouvriers de Todt de se camoufler à la première alerte.* Le prêtre signale également la présence de tracts passant des consignes pour le cas de débarquement aux groupes de résistance et aux patriotes, ainsi que de petites brochures illustrées décrivant avec précision la tenue des parachutistes alliés, les tanks et les célèbres "jeeps". Ces brochures tombées fin mai *"firent sensation".* On signale, le 6 juin, le largage de tracts *par des avions volant bas* à Domfront et à Falaise. A Argentan, des tracts se seraient envolés en dehors de la ville.

A la Radio de Londres, le 6 juin à 21h 30, alors que les plus forts bombardements ont eu lieu, le colonel Fairlie prévient :

"(...) Où que vous soyez, il peut vous arriver de recevoir l'un des tracts lancés par nos avions. Le commandant suprême a pris la décision de vous avertir de l'imminence de l'attaque au moyen de ces tracts chaque fois que ce sera possible. Il tient à faire tout ce qui est en son pouvoir pour réduire les risques courus par nos alliés en Europe occupée. Il tient également à ce que vous ne concluiez pas que chaque attaque sera précédée de ces avertissements. Je répète : nous lancerons des tracts chaque fois que ce sera possible et partout ou ce sera possible, mais il se peut qu'en raison des nécessités d'ordre militaire, nous ne puissions vous prévenir. Par conséquent, tenez-vous prêts."

A l'heure où ce message passe sur les ondes, 200 000 hommes ont débarqué et un nombre considérable d'avions sont déjà partis avec des missions bien précises d'objectifs à détruire.

Seuls quelques possesseurs de postes à galène peuvent entendre ce message qu'il est impossible de diffuser. Et puis, dans l'euphorie générale, qui véritablement en aurait tenu compte !

Par contre, de nombreux témoins affirment être surpris d'une telle violence :

"Pourquoi toutes ces attaques ? s'interroge Charles de la Morandière, historien granvillais et patriote résistant. *Pourquoi ces piqués sur des bourgs de campagne peu importants au point de vue militaire. (...) Pourquoi ces bombardements qui touchaient de paisibles populations rurales et, en même temps qu'elles, de malheureux réfugiés de la ville ?"*

A Coutances, à 8 h.15, trois vagues d'avions ravagent la ville. *"Nul ne prévoyait une telle hécatombe* écrit l'abbé Cadel *(...) les morts sont rangés sur le bord des rues. Personne n'a, pour l'instant, la possibilité de s'en occuper davantage ... il faut chercher les vivants enterrés dans les caves...".* Dans la nuit du 6 au

Message urgent

du Commandement Suprême des
Forces Expéditionnaires Alliées

AUX HABITANTS DE CETTE VILLE

Afin que l'ennemi commun soit vaincu, les Armées de l'Air Alliées vont attaquer tous les centres de transports ainsi que toutes les voies et moyens de communications vitaux pour l'ennemi.

Des ordres à cet effet ont été donnés.

Vous qui lisez ce tract, vous vous trouvez dans ou près d'un centre essentiel à l'ennemi pour le mouvement de ses troupes et de son matériel. L'objectif vital près duquel vous vous trouvez va être attaqué incessament.

Il faut sans délai vous éloigner, avec votre famille, pendant quelques jours, de la zone de danger où vous vous trouvez.

N'encombrez pas les routes. Dispersez-vous dans la campagne, autant que possible.

PARTEZ SUR LE CHAMP !
VOUS N'AVEZ PAS UNE MINUTE A PERDRE !

Ces tracts destinés à être lancés par voie aérienne avant les bombardements ont pu rarement être lus par les populations



Visage désolé de Saint-Lô. Photo prise le 28 juillet 1944.

7, de nouveaux avions arrivent : *"Ils semblent n'avoir plus d'objectif bien précis et vouloir tout détruire"*, les sauvetages sont interrompus : *"Pour comprendre tout le tragique de la situation, il faut entendre dans la nuit s'élever de terre les appels désespérés des moribonds et des blessés, ensevelis vivants que l'on a été obligé d'abandonner... Hélas, quand le nouveau raid d'aviation se termine, les plaintes qui montaient de certaines caves, maintenant une seconde fois éboulées se sont tues..."*.

Le Val-de-Saire, à l'est de Cherbourg, subit le 6 juin l'attaque conjuguée de l'aviation et de la marine. *"La libération n'alla pas sans quelques expériences alliées de balistique dont la population normande se fut bien passée,* témoigne M. Alfred Mouchel, éleveur à Quettehou , *Sacrifiées, de paisibles bourgades ne sont déjà plus qu'un amas de ruines à demi calcinées. Les trois-quarts des habitations sont ainsi la proie des flammes. 80% du cheptel a péri dans la tourmente.(...) Beaucoup de civils trouvent la mort dans des circonstances tragiques. Des combats corps à corps ont lieu sur les abris même où des cultivateurs et leurs enfants, des ménages d'ouvriers, sont entassés des journées et des nuits entières.(...)La rage hitlérienne se donne libre cours. Des soldats perdent tout contrôle de leurs actes. C'est dans cette circonstance, qu'au fond d'un fossé rustique, plusieurs personnes sont abattues à bout portant par la mitraillette d'un forcené boche."*

A Saint-Lô, chef-lieu de la Manche, c'est un véritable carnage :

Le matin du 6 juin, Saint-Lô s'éveille animé d'un immense espoir. Tout le monde est debout, on a entendu cette nuit là le mouvement incessant des avions. Les Allemands quittent la ville, hâtivement. La nouvelle se répand aussitôt : "Ils ont débarqué". Pour la population la situation ne fait aucun doute, les Allemands partent sans combattre et les Alliés ne tarderont pas à arriver !...

Alors commence une dramatique journée. Des bombardiers légers passent sans cesse à basse altitude, en quête d'un convoi à mitrailler. Les sirènes hurlent plusieurs fois dans la journée, mais personne ne s'en préoccupe. Vers 16 heures trente, quelques avions viennent en piqué lâcher leurs bombes sur la gare : on admire la précision de l'attaque. Personne n'est inquiet, tout se passera bien, la population est euphorique dans l'attente de sa libération qui ne saurait tarder...

"A 20 heures, une formation de gros bombardiers apparaît au dessus de Saint-Lô, à assez grande altitude.

Ils miroitent dans le soleil couchant et donnent une belle impression d'ordre et de force, dans leur alignement impeccable témoigne M. de Saint-Jorre. *On les regarde sans crainte lorsque tout à coup un bruit strident déchire l'air, une vibration qui hurle emplit la cité. "Les bombes!" Et le sol frémit pendant que dans une clameur atroce tout chavire.(...)Dans la rue, des gens fuient leurs demeures, une valise à la main. Certains semblent blessés. Tous ont l'air affolé et s'en vont vers l'extérieur de la ville.(...)Les chemins creux sont remplis d'une population apeurée de femmes et d'enfants qui se disposent à passer la nuit en plein air. L'aviation rôde toujours très haut dans le ciel".*

A 11 h.30, nouveau bombardement :

"(...) le bruit des maisons qui s'écroulent s'ajoute à celui des explosions. Les incendies commencent à jalonner les divers quartiers. Dans les rues éclairées par une lumière sulfureuse, à travers des nuages de fumée rougeoyante, les habitants qui n'avaient pas voulu partir, après le premier bombardement, quittent cet enfer en criant, à peine vêtus, avec des enfants dans les bras, sans savoir exactement où ils vont."

Le mercredi 7 juin, au petit matin, *"s'est découvert le squelette calciné"* de la ville. Il y a des cadavres un peu partout dans ces ruines :

"Soudain, près d'un pan de mur, j'entends de faibles cris : "Au secours ! Au secours !" Cela semble venir de très loin. Je ne connais rien de plus atroce que ce cri, étouffé, muré comme dans une cave, alors que 20 mètres de déblais rendent toute intervention inutile."



Le centre de Caen sous les bombes.

Le 8 juin, à 9 h. 35, la ville est à nouveau bombardée par des formations de forteresses, à une altitude de 1800 mètres. Les habitants qui vivent depuis deux jours dans les chemins creux n'ont plus de provision. Elle est bloquée sur place, car bombardements et mitraillages sont incessants. Le 14 juin, une division S.S. apparaît. Sa présence est insupportable pour les civils paralysés par la peur.

Ainsi, le 6 juin, de nombreuses villes sont bombardées. Partout c'est le même effet de surprise. La population, assiste, le cœur vibrant, au passage des *Forteresses volantes*, elle court aux fenêtres ou dans la rue pour admirer et dénombrer ces magnifiques escadres en groupes presque compacts. Puis elle voit se détacher des avions des *boules de feu suivies d'une spirale de fumée*. C'est le signal de largage des bombes. Immédiatement c'est *un sifflement strident et multiple dont l'intensité s'amplifie démesurément...* : la mort est sur soi : Secousses du sol, fracas des détonations, écrasement des maisons, nuages de fumées et de poussière, odeur de soufre, blessés qui crient, survivants qui courent, affolés, le visage noirci et les vêtements déchirés...

Aux exclamations admiratives, succèdent quelques minutes plus tard une vision de la fin du monde...

A peine les avions partis, la population s'éparpille vers les campagnes proches, tandis que d'autres s'efforcent de dégager leurs proches ou leurs voisins enfouis sous les décombres.

A cette première vague succède presque toujours une deuxième, puis une troisième vague aussi denses et meurtrières que la première.

A l'écrasement succède l'incendie faisant de la ville un gigantesque brasier.

La technique du *Carpet-bombing* (tapis de bombes) adopté par les américains fait des dégâts considérables. Ces bombes sont destinées à tuer les hommes et à souffler les maisons pour rendre la circulation impraticable. Le 6 juin au cours de 10 743 sorties, les avions déversent 11 912 tonnes de bombes !

Les villes n'étaient évidemment pas organisées, face à un tel désastre. Bien souvent le dépôt des pompiers est détruit et les sapeurs eux-mêmes tués ou blessés. On demande du secours aux villes voisines, lesquelles se trouvent parfois dans la même situation (c'est ainsi que Vire demande du secours à Caen qui demande elle-même du secours à Vire).

Alors se manifeste spontanément une solidarité. Hommes, femmes, jeunes se dépensent sans compter pour dégager blessés, infirmes, les transportant sur des brancards improvisés, brouettes, échelles, portes, jusqu'aux postes de secours. Là, souvent à la lueur des chandelles, les médecins opèrent, pansent, tentent de sauver le plus de vies possible. Les prêtres parcourent les ruines pour apporter aux moribonds les secours de la religion.

Nombre de ces villes déjà lourdement éprouvées subissent dans la nuit qui suit un nouveau pilonnage intense, systématique, interminable. Des centaines de bombes incendiaires ou **à retardement**, interrompent les sauvetages. C'est l'horreur. Chacun se résigne à abandonner la ville.

A Caen les oiseaux eux-mêmes avaient disparu

Si, dès le 7 juin, Bayeux est libéré sans dommages, Caen aurait-il pu être occupé aussi rapidement ? C'est ce que prétendent de nombreux témoins. Jean Oberlé annonce lui-même à la radio de Londres, dans son émission de 21 h.52 : *"On se bat **dans** Caen"*.

La Gestapo sur ordre de Rouen, abat 87 détenus politiques à la prison de La Maladrerie avant de quitter la ville. Roger Meslin, médecin, écrit dans son journal :

"Le 7 au matin, nous savions les Anglais tout près. On s'était, disait-on, battu dans quelques rues de la périphérie et les Britanniques seraient même venus jusqu'à la place Blot au cours de la nuit. On espérait leur arrivée d'un moment à l'autre...". "Pas d'Allemands dans la ville, pas de D.C.A." écrit de son côté le magistrat Paul Monzein. qui précise :

"Peu nombreux, ils semblaient, les premiers jours, prêts à abandonner Caen. Plus de Feldgendarmerie, ni de Gestapo. Mais ils revinrent par la suite accompagnés de



Les bulldozers de l'armée américaine dégagent les ruines pour le passage des ravitaillements.. Ici à Montebourg.

S.S. qui pillèrent, mirent le feu aux maisons, et parfois abattirent des Français."

Les Caennais étaient alors convaincus que les soldats alliés allaient faire irruption dans la ville.

On prétend que ce sont les Alliés, qui, inquiets du mauvais temps qui freinait l'arrivée des renforts, avaient décidé d'attendre le matériel indispensable à l'extension de leur conquête. Mais Montgomery dans ses mémoires prétend que cette stratégie de fixation des forces allemandes devant Caen avait été arrêtée longtemps avant le débarquement.

Toujours est-il que cette décision tactique fera de Caen et de sa plaine environnante le théâtre d'une bataille qui durera près de deux mois.

A 1 h. 30, les sirènes mugissent, c'est la 1020ème alerte, la plus longue, la plus meurtrière...

"L'aviation survole sans arrêt ; elle est partout. Partout elle bombarde ; partout elle mitraille. Des colonnes de fumée dans toutes les directions marquent les résultats de ses attaques. Pas un avion allemand. La route est pleine de réfugiés, partis à l'aventure...". Car les habitants, surpris à l'improviste, ne peuvent fuir bien loin. 8000 personnes s'amassent dans les carrières des Roches, dormant sur la paille et s'éclairant avec des lampes à carbure. 500 personnes campent dans les carrières profondes de La Maladrerie.. D'autres se réfugient dans les caves de l'Abbaye aux hommes (Lycée Malherbe) dans l'église Saint-Etienne et au Bon-Sauveur, ces trois refuges seront en partie épargnés par Alliés, prévenus par les autorités.

Il n'y a plus d'électricité, ni gaz, ni eau. La caserne des pompiers est écrasée par les bombes dès la première heure entraînant la mort d'une vingtaine de pompiers. L'hôpital de la Miséricorde est détruit, 22 soignants et 50 hospitalisés sont tués. Les secours doivent s'organiser : Défense Passive, Croix-Rouge, Secours national, équipes d'urgence, initiatives privées, tous sont présents pour secourir la population.

Max Maurin ancien sous-préfet décrit l'horreur :

"Par suite des bombardements, il fallait continuellement évacuer les blessés d'une salle dans une autre, sans perdre leur trace (et il en passa près de 3000 !). A l'entrée, où j'en vis arriver une fois 76 d'un coup, je faisais un "simili premier examen d'urgence" pour orientation, soit vers la pièce où on "réchauffait" les exsangues, ou bien immédiatement vers la salle d'opération, ou vers la pièce des pansements.

Le dépôt mortuaire ayant été incendié, il fallut enterrer 250 personnes dans des sacs en "papier huilé". Plus de cercueils ! Plus de pompes funèbres !... et les familles arrivaient en larmes : "Où est mon mari ? ma femmes ? mon enfant ?"

"Que dire aussi de l'émotion que je ressentais tous les jours en allant distribuer les friandises que j'avais pu recueillir pour les 250 petits enfants blessés !...

Les Allemands semblent alors se désintéresser des civils, et leur laisser toute latitude : on circule la nuit sans être inquiété. Les équipes du Secours national luttent de vitesse avec les Allemands pour sortir les réserves des commerçants sinistrés. Des camions assurent, sous la mitraille, la collecte des légumes, du lait, du fromage, de la farine pour nourrir les 17 000 personnes encore présentes. Au Lycée Malherbe on distribue 9000 repas le midi, et autant le soir.

Dans la ville, c'est la désolation. Les bombardements et les canonnades incessants empêchent les sauveteurs d'agir. Le 19 juin, seuls 75 morts ont pu être dégagés : "*tous les autres demeurent sous les ruines ! Des agonisants sont ensevelis sous d'immenses amas de matériaux. C'est une horreur sans nom !"* témoigne Claude Le Meilleur. le 22 juin, c'est 286 cadavres qui sont retrouvés par des équipes de jeunes qui paieront parfois de leur vie leur dévouement. Pendant ce temps, les S.S. et autres Nazis se livrent à un pillage systématique de la ville non encore détruite, malgré les affichettes collées par les Feldgendarmes décrétant "Les pillards seront fusillés".

Le 29 juin, l'ordre d'évacuation est affiché en ville. Mais la perspective de partir sur les routes mitraillées n'est guère engageante. Les Allemands deviennent exigeants, ils occupent les grottes dont ils chassent les occupants, obligés de fuir sous les bombes.

Le sommet de l'horreur est atteint le 7 juillet par un gros bombardement qui détruit ce qui pouvait rester du centre de la ville *"Et tout cela pourquoi, puisqu'il n'y avait pas un allemand en ville ?"* interroge de Dr Duncombe dans ses souvenirs. Des centaines de quadrimoteurs, par groupes de douze, laissent tomber chacun six bombes de 500 kg. Puis l'incendie parachève cette œuvre destructrice. Les nombreux cadavres, entassés sur des plateaux de déménagement tirés par des percherons, sont emmenés dans la Prairie derrière le Champ de Courses.

A sa libération, il restait encore, à Caen, 3 à 4000 civils. Les chiens affolés avaient fui ; "Les oiseaux eux-mêmes avaient disparus" dira Joseph Lagniel.

Les tourments des civils pendant la bataille

Aussitôt le débarquement, les Allemands couvrent les murs d'affiches pleines de recommandations et de menaces à l'égard de la population. Dans la plupart des villes la circulation est interdite, même à vélo. On restreint la consommation de gaz et d'électricité. La poste et les trains cessent peu à peu leurs services. Automobiles et carburant se raréfient au point de devenir introuvables vers la mi-juillet. La disette s'amplifie. Seuls les possesseurs de postes à galène, ou ceux qui ont soustrait un poste à la réquisition, peuvent écouter les nouvelles à la radio.

Les civils fuient les bombardements et l'avance des Alliés crée de nouveaux exodes. Les docteurs Buisson de Mortain témoignent :

"Par centaines, ils traversent Mortain, l'air digne et résigné, sans colère et sans vaines récriminations. C'est un incessant défilé de carrioles traînées par des chevaux ou de petits ânes, de voitures à bras, de poussettes, de bicyclettes. De riches fermières de la région de Saint-Lô ou du Bessin transportent dans une brouette tout ce qu'elles ont pu sauver du désastre..."

Les civils en déroute sont mitraillés : *"Tirez sur tout ce qui bouge !"* ordonne un colonel britannique à ses aviateurs. Les aviateurs évitent certainement les convois de civils français identifiés, mais l'identification n'est pas aisée et bien des "bavures" ont lieu, ainsi, le 8 juillet à Saint-Charles de Percy près de Vire, une colonne de réfugiés est mitraillée, faisant une trentaine de victimes. Déjà en juin les Anglais avaient prévenu la Résistance *"qu'il y a trop de circulation civile sur les route"* et qu'il fallait remédier à cet état de choses.



L'entrée de Caen

Dans la Manche, on assiste à l'immense exode des travailleurs de l'Organisation Todt venant de Cherbourg. Les docteurs J. et G. Buisson, dans *Mortain et sa bataille* les décrivent :

"C'est une vraie tour de Babel, un ramassis hétéroclite des guenilles de tous les peuples : Russes, Polonais, Serbes, Belges, Hollandais, Algériens, Français de tous les âges et de toutes les provinces ; ils traînent, pieds nus, leurs misères sur les routes brûlantes du grands soleil de juin. Mendiant leur nourriture dans les fermes, ils vont lentement, harassés de fatigue, vers la Mayenne, où doit s'opérer leur regroupement."

Devant tant de misère la population fait preuve de son esprit de solidarité. Partout on voit s'ouvrir des centres d'accueil. Des repas chauds et copieux y sont servis. Car paradoxalement on ne manque de rien en Normandie. Certes, l'épicerie manque un peu, mais la paralysie des transports laisse sur place une quantité considérable de nourriture : il y a du lait, du beurre, du fromage, de la viande, de la farine pour faire le pain, des fruits, bref on ne meurt pas de faim. Pourtant les commerçants, comme les autres, fuient les villes, et quand les boutiques sont vidées, ils clouent des planches sur les devantures.

La plupart des soldats occupant les villes moyennes de Normandie sont là depuis quatre ans, "embusqués" dans des services. Leur esprit combatif est nul. Ce sont eux qui représentent *"la correction"* légendaire de l'occupant. La véritable nature du "guerrier teuton", agressif, cynique, arrogant et brutal, se manifeste avec l'arrivée des renforts S.S., entre autres les divisions "Adolf Hitler" et "Hermann Gœring". Le lancement, le 13 juin, des premiers V1 (on disait ici les *robots*) sur Londres leur remonte le moral. Mais la réaction des Alliés est immédiate : les rampes de lancement signalée par les réseaux de Résistance sont bombardées, occasionnant de nouvelles victimes. C'est ainsi que de nombreuses fermes de Haute-Normandie proches de ces rampes sont détruites. Et comme ces *robots* ne sont pas totalement au point, ils font des victimes parmi la population locale, au hasard de leur chute. Les mines laissées par les armées tuent (et tueront) de nombreux innocents.

Les civils sont fréquemment réquisitionnés par les Allemands pour boucher les trous sur les routes ou réparer les voies ferrées, sous la menace d'hommes en arme. Des otages sont pris (souvent des hommes de la Défense Passive) pour accompagner les trains de munitions.

Dès qu'ils se sentent perdus, les soldats Allemands, se conduisent comme de vulgaires voyous. Ils se vengent sur la population civile, en particulier dans les campagnes où ils se montrent d'une dureté affligeante.

A Saint-Lô, le 14 juin, M. Legoy, archiviste départemental témoigne :

"Sans payer, ils (les Allemands) *enlèvent deux vaches, du beurre, du cidre, un cheval et divers objets. Les voisins ne sont pas épargnés et une affaire de viol particulièrement odieuse achève d'illustrer la mentalité germanique."*. Vers le 20 juin, à

Vire, on découvre deux cadavres de femmes dont l'annulaire avait été coupé par des Allemands pour se saisir de leurs bagues. Le dimanche 9 juillet, Les Feldgendarmes arrêtent 6 personnes à Mortain, une dizaine à St-Hilaire du Harcouët et autant à Sourdeval où ils abattent un boulanger. Le 13 août, à Tourouvre, le capitaine Bör et ses S.S. mettent le feu au centre de la ville et abattent 18 habitants sans raisons particulières : des hommes des femmes, des pauvres, des riches et trois jeunes infirmiers de la Croix-Rouge venus dans la région à l'aide des sinistrés... En août, le village des Essarts, près de Rouen est entièrement pillé par les S.S.. Dans une ferme un homme est abattu, sa femme violée puis poignardée.



En Normandie.
L'Américain : — Excusez mon tank.
Le Français : — Ami, soyez le bienvenu !
Dessin d'Illingworth. « Daily Mail » - 12-7-44.

Avant de quitter une ville, souvent déjà détruite, ils n'hésitaient pas à incendier ce qui restait. Devant l'avance des Alliés, les troupes se sauvent dans tout ce qui peut rouler, vieilles voitures, motos sans pneus, vélos, charrettes... on vit même des corbillards. Le tout chargé de tout ce qui pouvait être emporté. On vit, dans la région de Domfront, des Allemands obliger, sous la menace du revolver, les paysans à transporter leur matériel et le fruit de leurs rapines.

Le sacrifice des Résistants

La Résistance joue un rôle primordial, pendant la Bataille de Normandie. En relation par messages radio avec les Alliés, elle est chargée d'un certain nombre de missions de sabotage : rupture des lignes téléphoniques, abattages d'arbres en travers des routes au moyen d'explosifs, interceptions d'estafettes, défléchage des routes ... Il s'agit en gros de désorganiser les communications et liaisons allemandes pour empêcher la montée des renforts vers la côte.

Les Résistants se plaignent de la pénurie d'armes. Dans l'Orne, le Calvados et la Manche, le tiers des résistants ne dispose que d'un revolver et de deux grenades et chaque groupe de cinq hommes possède une mitraillette et trois chargeurs. Un fusil mitrailleur pour trente hommes et bien entendu aucune arme lourde. Dans l'Eure, 4800 des 5000 FFI sont sans armes. A Caen, comme plus tard au Havre, les dépôts d'armes et de munitions clandestins sont ensevelis sous les décombres obligeant les Résistants à prendre les armes aux Allemands, aux risques de représailles.

Dans la région de Coutances, dans la nuit du 5 au 6 juin, sur les ordres du capitaine Lenoir, les Résistants font sauter les principales voies ferrées. A Pirou, le câble téléphonique sous-marin allant à l'île Jersey est coupé à l'aide d'une hache. Dans l'Orne les Résistants sabotent près de 100 locomotives, détruisent 20 chars et près de 400 camions, font sauter 15 ponts, tuent un général S.S. et mettent hors de combat 500 officiers et hommes de troupe.

Le 10 juin, les responsables FFI reçoivent l'ordre de freiner au maximum la guérilla et la BBC elle-même prend une position prudente jusqu'à la mi-juillet : *"Ne passez pas trop vite d'une guérilla de harcèlement, dont on a pu vous donner le signal, à la bataille ouverte"* déclare J.-J. Mayoux le 12 juin. Car les Résistants sont encore considérés par les Allemands comme des Francs-tireurs, et donc immédiatement abattus. Ces quelques exemples montrent l'importance des pertes subies :

Fin juillet, la Gestapo de Mortain assassine dans une carrière de la Forêt de Bourberouge 5 Résistants de Fougerolles-du-Plessis.

A Argences, la Gestapo s'installe dans la maison du Dr Derrien, Résistant exécuté. Elle y torture et abat 28 Résistants retrouvés dans le charnier de St Pierre du Jonquet.

A Condé sur Sarthe, 15 fusillés le 30 juin.

A Courteilles, le 20 août, 3 jeunes gens sont fusillés.

A Elbeuf, plus de 20 Résistants sont abattus.

77 sont fusillés à Rouen.

14 Résistants sont abattus à Beaucoudray le 14 juin.

A Hébécrevon, 4 fusillés le 30 juin.

A Mousseaux-Neuville, un jeune homme est fusillé comme terroriste.

Près de Vernon, 6 jeunes hommes sont massacrés.

Aux Ventes, près d'Evreux, une Résistante, Alberte Lansenval est torturée puis pendue. Un autre habitant est torturé et enterré vivant.

A St-Georges-du-Vièvre, le 8 juin, la brigade de gendarmerie est arrêtée au complet, 4 gendarmes sont morts en déportation.

6 Résistants sont fusillés le 18 août à Verneuil sur Avre.

6 maquisards du maquis Surcouf sont arrêtés à Beuzeville le 6 août, torturés puis exécutés, 4 sont fusillés à Bouquelon, 3 à Epaignes.

Rien que pour l'Eure, beaucoup d'autres noms seraient à citer : 160 ont été massacrés ou fusillés, 181 sont morts en déportation.

On peut estimer à plusieurs centaines les civils abattus sans raison par l'occupant, mais aussi, par méprise, par les soldats alliés lors du débarquement.

On ne peut passer sous silence les vols et les assassinats commis par des bandits se prétendant maquisards. Ces faits, heureusement peu nombreux, jettent le discrédit sur les véritables Résistants.

L'enfer du Havre

Début septembre, La presque totalité de la Normandie est libérée. Paris aussi est libre, sans grands dommages. La victoire ne fait maintenant plus de doute. 2 500 000 hommes, 500 000 véhicules, 4 000 000 de tonnes de matériel ont été débarqués dans le port artificiel d'Arromanches. La route de Berlin est ouverte.

Et pourtant, un drame inimaginable, le plus grand peut-être de tous les drames qui ont endeuillé la Normandie, se produit au Havre, résultat de l'affrontement de généraux bornés.

Le port et la base sous-marine étaient pratiquement inutilisables depuis le bombardement du 14 juin qui avait fait 72 victimes dans les quartiers du théâtre : *"Pourquoi les Anglais se plaisent-ils à démolir la ville et à nous massacrer ?"* s'interrogeaient les habitants qui s'attendaient à un débarquement. On pensait à ce moment que les Allemands ne demandaient qu'à se rendre *après un petit baroud d'honneur* : *"Puisqu'ils ont démoli le port, il n'ont plus besoin d'y revenir"* et l'on s'amusait de voir les Allemand déménager. Les Résistants étaient particulièrement efficaces : dans la nuit du 5 au 6 juillet, grâce à une merveille d'ingéniosité, un patriote courageux, Maurice Leboucher, électricien, faisait exploser la base sous-marine – à lui tout seul – avec ses hommes (117 morts et 50 blessés), ses vedettes et ses munitions. Et les 13 et 17 août, le même homme faisait sauter 2 blockhaus avec plus de 200 tonnes de munitions.

Le 31 juillet, la confiance des Havrais est fortement ébranlée : c'est un nouveau et fort bombardement du port avec extension sur la ville. Puis de nouveau le 2 août. Et le 21 août le Commandant de la Place ordonne l'évacuation du Havre : *"C'est pour mieux piller nos maisons !"* disent les Havrais. Enfin, le 31 août l'évacuation totale est ordonnée par les Allemands pour le 5 septembre au plus tard. Il reste 40 000 personnes dans la ville, mais pour sortir il faut emprunter la route d'Harfleur et celle d'Octeville continuellement sous le feu des canons des deux adversaires. Le 5, le commandant allemand déclare *que le camp retranché du Havre sera défendu jusqu'au bout*. Et à 17h45, contre toute attente, les bombardiers alliés s'avancent, en rangs serrés, vers le centre de la ville : *"Maison par maison, pierre par pierre, sous les coups, les plus beaux quartiers du Havre s'effritent* écrit le journaliste Esdras-Gosse. *Après deux*

Toutes les villes et communes de Normandie ont souffert

Il serait vain de vouloir établir ici une liste des villes et des communes ayant souffert de la guerre, puisque le moindre petit village fut atteint. A la fin août, la Basse Normandie n'est plus qu'un immense champ de ruines et de désolation.

Voici, pour exemple, une liste de villes et villages particulièrement touchés.

DANS LE DÉPARTEMENT DU CALVADOS :

Caen est détruit à 80%. La ville reçoit 10 000 tonnes de bombes et 60 000 obus tirés par la Royal Navy et les artilleries des deux camps. Il est impossible de déterminer avec précision le nombre de victimes : de 3000 à 8000 selon les estimations. La source la plus officielle donne le chiffre de 6283.

Vire, sinistrée à 90%. En juin, l'aviation détruit la ville, puis en juillet ses décombres sont disputées entre l'armée alliée et l'armée allemande. On déplore près de 400 morts. Plusieurs mois après, on découvrira encore des corps sous les décombres.

La ville de **Lisieux** subit en juin des bombardements massifs. Ils font des centaines de victimes et anéantissent presque toutes les communautés religieuses. Pourquoi avoir utilisé, dans cette ville, comme souvent ailleurs, des bombes à retardement qui freinent les sauvetages et font, durant plusieurs jours, de nouvelles victimes, surtout parmi les sauveteurs ?

Aunay-sur-Odon détruite, 200 morts.

Evrecy proche de Caen, détruite, 130 morts sur 400 habitants.

Falaise détruite 130 morts.

Lebisey le 6 juin, 80 morts.

La petite ville de **Thury-Harcourt**, le 30 juin, est bombardée par 36 forteresses volantes pour détruire la route de Condé, qui est pourtant la seule épargnée !.. 40 morts.

Tilly la Campagne détruite, prise et reprise 4 fois durant les combats.

Condé-sur-Noireau le 6 juin, 4000 bombes déversées en une heure et demie détruisent la ville et font 217 morts. Le même jour, il y a 17 morts à **Pont-l'Evêque.**

Mézidon le 14 juin, plus de 40 morts. Le même jour 40 morts à **Vieux.**

Les villes de **Villers-Bocage, Samerville, Tilly-sur-Seulles, Baron-sur-Odon, Cagny,** sont détruites.

Buron, Epron, Authie, Cussy et Carpiquet autour de Caen, connaissent combats et destructions.

Honfleur subit peu de dégâts et *presque pas* de victimes.

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA MANCHE :

A **Saint-Lô**, totalement détruite, il y a 600 morts.

A **Valognes** on dénombre près de 300 tués

Mortain et les villages voisins, complètement détruits, sont le théâtre de batailles acharnées de la part des Allemands qui tentèrent là de couper en deux l'armée américaine. Six mois après les combats, 1300 habitants vivent encore dans les ruines, attendant la reconstruction de leur ville.

Sourdeval est détruite, 80 morts.

A **Montebourg** 64 morts (10 fusillés par les Allemands).

A **Méautis** 29 civils sont tués pendant les combats.

La Haye-du-Puits est prise et reprise cinq ou six fois de suite

Avranches, Agneaux, Saint André de l'Epine, Saint-Barthélémy, Saint Hilaire du Harcouet, Barre de Sémilly, Chapelle-en-Juger sont totalement sinistrées.

Coutances bombardée dès le 6 juin, subit encore un bombardement incendiaire le 14 juin au cours duquel l'hôpital est atteint. La ville est détruite à 60 %. 350 victimes.

Couvains a 22 tués.

Cherbourg comme **Granville** ont, dans l'ensemble, peu souffert des bombardements. Les Alliés n'avaient aucune raison de détruire des villes où ne passaient aucun convoi. Seuls leur ports furent bombardés provoquant malgré tout, destructions et morts. On ne dénombra à Granville *que* 37 morts.

Au total, la libération de la Manche aura coûté la vie à plus de 4000 civils.

DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ORNE :

Alençon paie aussi un lourd tribut à la guerre : fortement détruite, on déplore 50 victimes dans le seul bombardement du 17 juillet.

Plus de 120 morts dans l'ouragan de bombes qui s'abat sur **L'Aigle** le 7 juin. Le 14 juin, vers 9 heures du matin, 4 vagues d'avions lâchent leurs bombes sur la ville. Bombardement injustifié, faisant de nombreuses victimes civiles, alors qu'il n'y avait que 10 Allemands dans la ville.

A **Domfront**, les quatre bombardements précédant le 6 juin provoquent l'exode de la population. Le bombardement inutile du 14 juin, ne servit qu'à anéantir toute une partie de la ville. Libérée que le 14 août, c'est grâce à l'intervention de courageux Domfrontais, que la ville évita les angoisses du bombardement final et la destruction systématique.

Le jeudi 22 juin, tout le Petit Bagnoles à **Bagnoles de l'Orne** est rasé en quelques minutes, faisant plus de 50 morts. La plupart des villages des environs de la ville sont détruits.

Argentan, présente par sa situation un intérêt stratégique évident. Elle est presque totalement anéantie entre le 6 juin et le 23 juillet. A la fin de l'année, les victimes n'étaient pas encore toutes retirées de leurs caves..

A **Ecouché** le bombardement du 6 juin fait 40 morts.

A **Flers** du 5 au 12 juin, 100 morts et à **Vimoutiers** le 14 juin, près de 200 morts.

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME :

Le Havre plus de 3000 morts

Rouen 1590 tués, plus de 1000 blessés graves.

Elbeuf, 100 morts, 300 blessés.

Orival,est totalement détruit.

Le 24 juin, à **Grand-Couronne**, 92 morts, à **Déville-les-Rouen,** 50 morts.

DANS LE DÉPARTEMENT DE L'EURE :

A **Evreux**, le 12 juin, les bombes tombent à côté de l'objectif : 199 morts.

Le petit village de **Nassandres**, est presque totalement détruit. 22 morts.

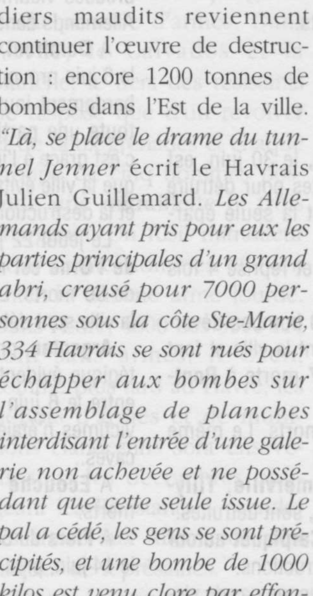
Les bombardements font : à **Verneuil-sur-Avre**, 5 morts. à **Tillières**, 4 morts, à **Bourth**, 12 morts.

Louviers, Pont-de-L'Arche ont également leurs nombreuses victimes



Photo prise par l'armée américaine le 14 juillet 1944 montrant un vieux couple français regagnant le village de Mobecq près de la Haye du Puits dans la Manche. L'homme avait perdu une jambe lors de la Première guerre.

heures de bombardement ininterrompu – 1000 bombardiers, 1500 tonnes d'explosifs – un vaste quadrilatère, de 1500 mètres de côté, est ravagé, dévasté.(…) Un chaos immense, invraisemblable, indescriptible, parce que les mots sont trop faibles, trop simples pour le faire et qu'on ne décrit pas le néant. (…) Sous les ruines du Grand théâtre en feu gisent des FFI qui s'y étaient cachés en attendant l'heure de l'action, gisent aussi des civils, des hommes, des femmes, des enfants que le feu menace" . 400 victimes, littéralement cuites dans l'eau qui bouillonnait alors que l'incendie les asphyxiait, connaissent une fin atroce.



Le lendemain, les bombardiers maudits reviennent continuer l'œuvre de destruction : encore 1200 tonnes de bombes dans l'Est de la ville. *"Là, se place le drame du tunnel Jenner* écrit le Havrais Julien Guillemard. *Les Allemands ayant pris pour eux les parties principales d'un grand abri, creusé pour 7000 personnes sous la côte Ste-Marie, 334 Havrais se sont rués pour échapper aux bombes sur l'assemblage de planches interdisant l'entrée d'une galerie non achevée et ne possédant que cette seule issue. Le pal a cédé, les gens se sont précipités, et une bombe de 1000 kilos est venu clore par effondrement l'entrée du tunnel".*



La débâcle allemande. Photo d'amateur prise à Broglie (27).

Ce n'est que le lendemain que les pompiers parviendront à sauver 7 des réfugiés enfouis. 327 étaient morts... Le drame atteignait à la tragédie. Et les attaques aériennes se multiplient. Le lundi 11, "ils" ne sont toujours pas là. C'est le 12 septembre que Le Havre est enfin libéré, le cauchemar est terminé.

Combien de morts au Havre ? Là aussi il est difficile de le préciser. 3000 ? 4000 ? Les brûlés, les noyés, les enterrés, les déchiquetés ne sont pas au cimetière. Par contre nous connaissons les pertes militaires : 90 tués, 300 blessés parmi les anglo-canadiens. Pertes américaines : néant.

Les libérateurs vont voir les ruines : *"Ils comprennent,* écrit Julien Guillemard, *pourquoi les mots joyeux de bienvenue réservés pour eux depuis tant de mois sont restés dans nos gorges, arrêtés par une contraction douloureuse ; ils comprennent non pas notre réserve, mais notre affreux chagrin, en voyant l'effroyable champ de carnage fait par leurs aviateurs qui, eux, n'ont pas combattu mais sont venus en toute sécurité, comme en promenade, pour détruire et assassiner – c'est la guerre ! diront ceux-là pour s'excuser. Non. Ce n'est pas cela, la guerre. Cela c'est de la sauvagerie. Et devant un tel spectacle, on ne peut qu'avoir honte d'être un homme, un homme comme ceux qui ont voulu cela, l'ont étudié minutieusement et l'on exécuté en se jouant".*

A la Libération, si dans l'ensemble l'attitude des troupes alliées fut cordiale, il faut reconnaître qu'elle fut empreinte d'une certaine réserve frisant parfois la méfiance. Les chefs militaires avaient prévenu leurs hommes de se tenir sur leurs gardes et les soldats arrivant dans une ville qu'ils avaient préalablement détruite, pouvaient s'attendre à un accueil froid ou même à certaines vengeances ou représailles. Or, il n'en fut rien. En dépit des épreuves atroces subies par la population, la joie de retrouver la liberté – ravie depuis quatre ans – était si grande, que les jours de Libération, atténuèrent les peines.

Georges Pelletier

BIBLIOGRAPHIE

– *Bataille de Normandie* par René Herval, Ed. de "Notre temps", Paris 1947.

– *La libération du Pays de Coutances.* Imp. Notre-Dame Coutances 1948.

– *A Domfront sous les bombes* par Germaine Renard, Jouve et Cie, Paris 1947

– *Evreux et l'Eure pendant la guerre,* par A.Van de Walle, Hérissey, Evreux 1946.

– *L'enfer du Havre,* par Julien Guillemard Ed. Médicis, Paris 1948.

– *Ici Londres... Les voix de la Liberté,* La Documentation française 1976.

– *Le jour le plus fou,* par E. Coquart et Ph. Huet, A.Michel 1994.

– *Le dictionnaire de la Libération* par G. Le Cacheux et J.Quellien, Ch. Corlet 1994.

– *Caen, une ville trop loin* par Joël Tanter. Ch. Corlet 1990.

– *Caen pendant la bataille* par André Gosset et Paul Lecomte. Ozanne et Cie 1946.

– *Les dés sont sur le tapis* par Jean Lechevrel. S.E.B.N.1984

– *Ils arrivent, Sie Kommen !* par Paul Carell. R.Laffont 1963.

SERVICE MILITAIRE : CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCEE

Le service militaire est une institution relativement récente, fondée sur une longue tradition. Nul doute que le système ait marqué son temps. A-t-il eu une mission sociale, politique ? Existe-t-il une spécificité française ? Quelles sont les conditions qui ont présidé à l'émergence de la conscription, à son développement ? Quelles sont celles qui, aujourd'hui, semblent déterminer son déclin ? Telles sont les questions auxquelles cet article apporte des éléments de réponse.

Nous publions ci-après des extraits de la communication que Michel Auvray fit au colloque "Conscription et société. Service militaire, services civils, objection : déclin ou mutation ?" qui s'est tenu, les 25 et 26 février 1994, à l'Institut d'études politiques de Toulouse*.



Le défile des conscrits.

S'il est concevable d'admettre que le devoir militaire – l'obligation de concourir à la défense, en cas de danger immédiat – a existé de tout temps et sous toutes les latitudes, l'histoire du service militaire est, pour nous en tenir à l'Europe occidentale, nettement plus chaotique. D'une part, le devoir militaire a toujours concerné beaucoup plus de gens que le service, de l'autre, ont longtemps existé plusieurs formes d'obligations qui n'arrachaient pas l'homme à son foyer, ou tout au plus d'une manière passagère : milices, logement des gens de guerre, fourniture de subsistances, paiement d'une contribution, corvées.

Du principe à ses applications concrètes, la distance est souvent grande : les souverains d'Occident, qui avaient lié l'accomplissement du service militaire à la possession de la terre, ont souvent rappelé l'obligation, ne serait-ce que pour des raisons fiscales. Et longtemps ont persisté des formes anciennes du service : arrière-ban, milices bourgeoises en milieu urbain, milices territoriales composées essentiellement de paysans.

Si le service militaire peut être défini comme mode de recrutement régulier des armées, encore faut-il différencier celui destiné à constituer les troupes régulières de celui visant à composer des forces auxiliaires. Différentes modalités ont été utilisées : différenciation des catégories sociales et des tranches d'âge concernées, durée variable ou identique, extension ou non des régimes de dispenses et d'exemptions. L'évolution de l'institution ne s'est pas faite à la même époque partout, elle n'est pas passée exactement pas les mêmes phases, mais elle a connu des étapes similaires : tendance à la permanence, puis à la régularité du recrutement, passage des obligations collectives au service personnel, généralisation de l'obligation.

Le mot conscription se répand, quant à lui, "à la fin du XVIIIe siècle pour désigner un service militaire débarrassé du cadre des obligations collectives et des exemptions jugées abusives, par lequel les hommes seraient versés directement dans les troupes régulières (1)" Le terme est

* Les Actes de ce colloque international réunissant universitaires, chercheurs institutionnels et militants, paraîtront prochainement.

lié aux notions d'obligation et d'universalité : inscrits ensemble, par classe d'âge, sur les rôles de l'armée, les jeunes hommes sont des conscrits.

Institution récente, fondée sur une longue tradition

La conscription fut, on le sait, instaurée en France par la loi du 19 fructidor an VI (5 septembre 1798), dite loi Jourdan. Succédant aux levées en masse de la Révolution, elle n'en avait pas moins été préparée par les formules usitées depuis des siècles.

Ainsi, dans le royaume de France où, dès 1448, il était prescrit aux paroissiens de fournir, au prorata de leurs feux, des francs-archers régulièrement entraînés et où, en 1688, Louis XIV, "ressuscita en la "nationalisant" l'obligation du service militaire des sujets sous la forme de la milice royale (2)." Mais aussi, et surtout, dans divers pays européens : au XVe siècle, des cités telles que Venise et Gênes recouraient déjà à un système de service assez contraignant. Mais, c'est la Suède qui fut le premier Etat à organiser une armée permanente fondée sur le principe du service obligatoire. Le système de l'indelta (1682), qui consistait dans l'entretien par la population de paysans-soldats, est ensuite imité par la Prusse, avec le kantonsystem (1733). Avec ce service – à base de recrutement régional et renvoi dans leurs foyers d'hommes entraînés au maniement des armes, rappelés en cas de conflit – Frédéric II a sans doute "inventé le mécanisme de la mobilisation moderne" (3). A son tour, en Russie, Pierre le Grand imite les exemples suédois et prussiens.

Le procédé n'est donc pas nouveau. Peut-on pour autant convenir avec André Martel qu'en "1798, la conscription actualise la pratique de Louis XIV appelant aux armées plus de 200 000 miliciens en 1696" (4) ? Le système mis en place par le Second Directoire n'est pas novateur si on le considère sous l'aspect du recrutement forcé, de l'obligation ou même de l'inscription des recrues potentielles. Il y a continuité et rupture : la loi Jourdan ne se contente pas d'appliquer le mode de recrutement de la milice royale aux troupes régulières ; le service militaire obligatoire devient une institution permanente pour tous les hommes (en réalité pour les seuls célibataires et veufs sans enfant), elle établit en principe l'égalité de tous devant l'obligation. Le corps législatif fixant le contingent nécessaire à appeler pour compléter ou accroître les effectifs, l'obligation ne comporte pas nécessairement le service.

Cette loi fut très vite viciée par l'instauration du tirage au sort, les exemptions de catégories sociales entières et l'autorisation du remplacement. Dès son entrée en vigueur, elle fut donc franchement impopulaire.

Système assez souple, la loi Jourdan devient, entre les mains de Napoléon, un outil à ce point puissant et redoutable qu'il n'a nul besoin d'en élaborer un autre. Les levées se faisant de plus en plus pressantes, le refus de partir prend, à partir de 1812, des proportions considérables : malgré la gloire impériale, le service militaire devient la bête noire des familles et Napoléon "l'Ogre de Corse". C'est que le Ier Empire s'est littéralement construit sur la conscription.

Un système qui marque son temps

La loi Jourdan fut à la fois le produit de circonstances particulières et le fruit d'une culture politique additionnant leurs effets. Elle répondait à la nécessité de sortir de l'improvisation qui caractérisait les levées de volontaires, puis de requis, en assurant à l'armée, confrontée à la montée des périls extérieurs, un recrutement stable.

Deux conditions étaient alors réunies pour que la conscription apparaisse : d'une part, l'affirmation d'un droit individuel qui succède aux sujétions collectives, familiales et sociales ; d'autre part, l'émergence du soldat-citoyen, émanation de la nation, se substituant au militaire subordonné à son souverain par un lien personnel quasi féodal. Lié à l'avènement de l'Etat-nation, "qui fusionne en un tout "indivisible" un Etat, un territoire et un peuple supposé homogène (5)", le service militaire présenté comme universel était, somme toute, dans l'air du temps. L'influence des Lumières ? Elle n'y était pas étrangère, quoique multiforme : au nom des Droits de l'Homme, la Révolution avait supprimé les milices et refusé le recrutement forcé pour les troupes de ligne ; la Constituante, puis la Législative avaient maintenu l'armée professionnelle. Ainsi, Pierre Gallois n'aura pas tort de relativiser la part de la décision politique dans l'instauration de la conscription : "Sans doute, à notre place, d'autres y auraient eu recours. Sans doute a-t-on eu raison de dire qu'avec l'accroissement de la population, l'industrialisation croissante, les applications militaires de l'invention, l'éveil des opinions publiques et leur "nationalisation" progressive, la transformation politique et sociale qui résulta de cet ensemble de mutations, elle était inéluctable (6)."

Les armées de masse de la Révolution puis de l'Empire inaugurent une ère nouvelle : pour la première fois au cours de l'histoire moderne, toute une population participe à la guerre, avec ou sans uniforme. Les armées de citoyens remplacent les armées de métier et la lente stratégie des sièges cède le pas à la mobilité. Comme l'avait redouté Jacques de Guibert, la participation du peuple entraîne les conflits à un niveau de violence jamais atteint : "Les habitants d'un pays devenant soldats, on les trait[e] comme ennemis (7)". La guerre nationale, de nation à nation, vise non plus au simple pillage ou réaménagement de traité mais à la soumission du vaincu. Et celui-ci ne tarde pas à adopter les tactiques et formes d'organisation du vainqueur : l'Autriche, la Prusse, développent à leur tour le service militaire généralisé.

Les modifications techniques entraînent, une nouvelle fois, un changement des formes de recrutement. Le système d'armes étant simple et robuste, la puissance militaire s'évalue en nombre de soldats à aligner face à l'adversaire. Le service militaire généralisé est le seul moyen d'utilisation maximale de la



ressource humaine ; celui qui permet de former, d'entraîner puis de fournir, le moment venu, le plus de combattants possible.

En France, la Restauration a beau renoncer, avec la Charte de 1814, à la conscription, elle y revient quatre ans plus tard sous la forme sélective de "l'appel" : il faut suppléer aux engagements volontaires, insuffisants par rapport aux besoins des armées. Car l'accroissement des effectifs est constant, tout au long du XIXe siècle. A l'exception des pays anglo-saxons et des principautés, tous les Etats européens ont, à la fin du siècle, adopté le système de la conscription.

Un système dont le modèle est désormais celui de la Prusse : obligation généralisée, remplacement et tirage au sort réduits sinon supprimés, périodes d'entraînement répétées, qui permettent de constituer des réserves aptes à préparer une mobilisation générale. A la veille du premier conflit mondial, le service militaire obligatoire est introduit dans les pays colonisés, en Afrique du Nord et en Afrique noire comme en Asie, tandis que nombre d'Etats d'Amérique latine l'instaurent.

En faisant de chaque homme un soldat, la généralisation du service militaire avait préparé les massacres les plus meurtriers de tous les temps : la guerre des masses née de la Révolution et de l'Empire trouve sa consécration dans les tranchées de la Première Guerre mondiale : dès août 1914, plus de 12 millions d'hommes sont mobilisés ; 8 millions de Français revêtent l'uniforme entre 1914 et 1918. Et, au cours de la Seconde Guerre mondiale, les effectifs sont encore plus considérables : la wehrmacht comprend 9,5 millions de soldats en 1943 et l'armée américaine, qui repose à son tour sur la conscription, 8 800 000 hommes en 1945. Les taux de militarisation et de mobilisation des peuples atteignent leur maxima au prix de sacrifices humains inouïs.

De la conscription à l'armée de conscription – une armée constituée très majoritairement de conscrits –, il y a eu bien des nuances. Et, en France, plusieurs décennies : le service militaire n'y devient personnel qu'en 1872, universel en 1889, prétendument égalitaire seulement en 1905. Le service militaire moderne et, ce faisant, l'apparition de l'armée de conscription, sont, dans notre pays, assez tardifs. Il est donc tout à fait excessif de parler de tradition bien établie.

Une mission sociale ? politique ?

C'est en Prusse qu'à partir du début du XIXe siècle s'était développé le système de conscription moderne : service personnel, en principe obligatoire pour tous, d'une durée réduite à quelques années

mais suivi de nombreuses obligations de réserve. Perfectionné à l'époque bismarckienne, ce fut l'outil de la défaite française de Sedan, en 1870. Or, loin d'être les citoyens d'une démocratie, les Prussiens restaient des sujets dominés par une aristocratie de Junkers ; et le service servit à renforcer le pouvoir de l'Etat absolutiste. Respect absolu de l'autorité et des hiérarchies, fierté d'être allemand, culte de l'armée, esprit de sacrifice, en bref soumission, chauvinisme et militarisme sont les valeurs inculquées sous l'uniforme, et par l'encasernement, à la majorité de la jeunesse masculine.

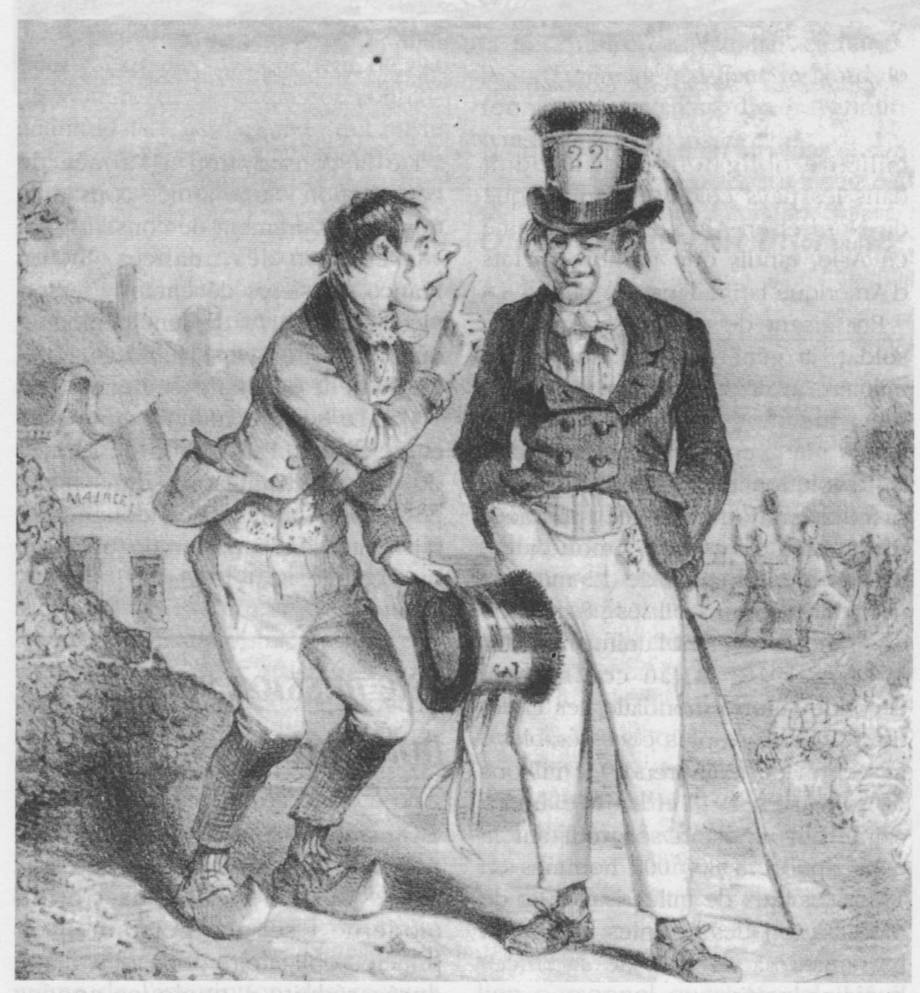
Au lendemain de Sedan, la France s'inspire du modèle prussien. Pour des raisons militaires, bien sûr ; mais aussi pour des raisons politiques et sociales, l'armée française venant d'écraser dans le sang la Commune de Paris. Telle est l'ambition du rapporteur parlementaire de la loi réformant le recrutement des armées françaises, le marquis de Chasseloup-Laubat, pour lequel c'est "une nécessité sociale qui s'impose à notre pays, alors même que la défense de notre sol ne nous le commanderait pas impérieusement (8)."

Conçue comme une garantie contre les menaces de subversion sociale, l'armée du service obligatoire devient en France une école de relèvement moral où les jeunes hommes vont venir apprendre le culte des vertus militaires. Autour de l'"Arche sainte", et malgré les différences de vocabulaire, conservateurs et républicains partagent alors la même ferveur militaire, la même mystique patriotique. Tous ne sont certes pas d'accord sur la durée du service actif et l'étendue des exemptions mais, quel que soit le fossé qui sépare les idéologies, la majorité des parlementaires qui votent la loi du 27 juillet 1872 voient dans le service l'instrument d'une restauration disciplinaire et d'une régénération sociale. Certes, comme l'analyse Raoul Girardet, "les uns associent l'officier au prêtre, les autres à l'instituteur (9)." Mais, de même que l'enseignant – l'instituteur – est censé instituer la nation, l'officier se voit investi d'une mission éducatrice avec l'extension de l'obligation à toutes les classes sociales.

Le service militaire constitue alors un puissant instrument de socialisation, l'une des matrices de l'unité nationale, le creuset républicain complémentaire de l'école laïque, l'un des outils d'acculturation des particularismes régionaux qui accélère la "fin des terroirs" décrite par Eugen Weber. Plus encore, la disparition progressive des inégalités les plus criantes, tant devant l'obligation que dans ses conditions d'accomplissement, le rapprochement provisoire des catégories sociales, à tout le moins la promiscuité des chambrées et le contact des coudes dans le rang, font du service le symbole même d'unité et d'égalité des citoyens. Ce faisant, on assiste à l'avènement d'une sensibilité originale, à l'investissement dans le passage sous les drapeaux de nouvelles valeurs : l'intégration civique et l'égalité sociale.

Dans une société française encore à majorité rurale, il est aussi facteur de modernité, d'émancipation, sinon de promotion sociale. Le départ au régiment représente souvent le premier voyage du paysan qui découvre la ville, couche dans un lit, porte des souliers. Le régime alimentaire de la caserne a beau être spartiate et répétitif, il dépasse de loin celui de nombreux foyers. Favorisant l'usage de la langue française, contribuant à répandre l'habitude de consommer vin et tabac, le service transforme les mœurs, il entre dans les mœurs.

A l'exception des antimilitaristes, anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, qui dénoncent dans la conscription un moyen de transformer les hommes en "une machine à obéir, [...] une machine à astiquer et à marcher au pas (10)", le service est, au tournant du siècle, "bien accepté dans les campagnes surtout, même si, au hasard des cours de caserne, on doit subir l'adjudant Flick et le capitaine Hurluret (11)." Les femmes en étant exclues, il devient consécration de la virilité et, établissant la preuve de l'intégrité physique, signe de normalité sociale. Parce qu'il constitue un passage obligé et un tournant, souvent



"Qui se fera remplacer ?" Extrait d'un livre de chansons. Fin du XIXe siècle.

majeur, dans l'existence, parce qu'il concerne l'ensemble des jeunes hommes d'une classe d'âge, il relève d'un "rite de passage collectif (12)."

Une spécificité française ?

A la même époque, le Reich allemand et la République française ne sont pas les seuls à s'efforcer de faire du service militaire généralisé un puissant instrument de socialisation, de nationalisation des masses. Il en est ainsi, par exemple, dans les pays d'Amérique latine où la conscription est implantée : au Chili, en Argentine, comme au Brésil, le passage par la caserne a notamment pour vocation l'intégration des Indiens (13).

Plus tard, il en est ainsi, également, en Israël où, dès 1950, "considérant Tsahal comme le principal outil de fusion des communautés (14)", Ben Gourion confie à l'armée la mission d'alphabétisation et de promotion sociale d'immigrants venus de 120 pays et parlant toutes les langues sauf l'hébreu. Il en fut de même en URSS où, dès la création de l'Armée rouge, les dirigeants soviétiques eurent à cœur d'utiliser l'encasernement pour transmettre les valeurs du nouveau régime. Comme le remarqua Jacques Sapir, l'armée soviétique avait pour fonction, comme nombre de ses homologues, "d'apprendre le conformisme social et la soumission à l'autorité. Peut-être est-ce pour cela, en fin de compte, que les responsables tiennent tant au système de la conscription (15)."

La tradition républicaine dont s'enorgueillissent tant les plus ardents défenseurs de la conscription réside-t-elle dans ce mode de recrutement et d'organisation ? Le système a été adopté au XIXe siècle par tous les Etats-nations, à l'exception notable des pays de culture anglo-saxonne ou liés à l'influence anglo-saxonne. De fait, la conscription fut instaurée aussi bien par des monarchies que par des républiques ; la majorité des pays autoritaires, tous les régimes totalitaires y



Numéro de tirage au sort. Fin du XIXe siècle.

ont eu recours. La formule est sans doute française mais le modèle adopté nettement prussien, puis allemand.

C'est pourtant dans notre pays que le service militaire est statufié, associé symboliquement à l'image de la République, comme le relève Maurice Agulhon (16). C'est à Paris que, sans craindre le ridicule, une exposition on ne peut plus officielle pût, en 1982, être intitulée "De Valmy au Vercors, histoire de la conscription" (17). En oubliant allégrement que ni à Valmy (où combattirent côte-à-côte engagés de l'armée royale et volontaires des bataillons), ni parmi les résistants du Vercors il n'y eut le moindre conscrit. Légende plus qu'histoire ? Certainement. Mythologie politique sinon mystification idéologique ? Sans doute. Qui me paraissent significatifs de l'attachement particulier que l'imaginaire collectif de nombreux Français entretient avec la conscription.

A en croire ses plus ardents défenseurs, le service militaire universel est, dans l'Hexagone, "une valeur de gauche. Il est contemporain des grandes conquêtes révolutionnaires (18)", supposé être "d'essence démocratique [...] par ses origines venues de la Révolution (19)" Et des historiens, tel François Furet, voient encore dans la loi Jourdan une simple institutionnalisation de "la levée en masse de 93 (20)." Le service militaire est donc associé à la légende des Soldats de l'An II, ce mythe fondateur de notre histoire.

N'y a-t-il pas confusion entre la conscription et la levée en masse ? Cette dernière était une mesure de circonstance, qui n'avait de sens que dans la guerre révolutionnaire. "Il s'agissait, écrit Jean-Paul Bertaud, de faire une "insurrection" du peuple qui se porterait en avant de l'armée. Dans le péril extrême, le peuple reprenait sa souveraineté, donc les armes qui en étaient le symbole (21)." Organisation conjoncturelle, elle n'en fut pas moins, près d'un siècle plus tard, érigée en conception sinon en dogme républicain.

Référence mystificatrice que dénonce Jean Jaurès, dans "l'Armée nouvelle" : "[...] l'idée de retenir dans les casernes, pendant un temps assez long, pendant 5 ans ou 3 ans, ou même 2 ans, toute la jeunesse de la nation n'eût pas même effleuré l'esprit des révolutionnaires. La levée

en masse était une nécessité de combat, une loi de salut. L'encasernement des masses leur aurait apparu comme une intolérable contrainte et comme une charge accablante [...]. Tous ils étaient pour l'armement universel ; tous ils étaient contre l'encasernement universel (22)." En 1793, au nom d'une alliance entre le peuple et la bourgeoisie jacobine, ce pouvait être la Révolution qu'il s'agissait de défendre ; en 1798 ce n'était plus que le statu quo social et les territoires conquis, annexés. Entre les deux moments, les deux modes de recrutement distincts, c'est le peuple en armes qui avait disparu.

Au-delà du mythe, l'armement populaire était, en 1793, un élément essentiel du transfert de la souveraineté à la nation, de la transformation des sujets en citoyens. Les guerres de la Révolution ont contribué à fonder durablement l'idée de la nation armée comme facteur de l'unité nationale française. Et c'est sans doute la raison pour laquelle les tenants de l'armée de conscription persistent à confondre 1793 et 1798, levée en masse et conscription. Pour présenter le service militaire comme un moyen d'accès privilégié à la citoyenneté, la réalisation d'une union entre l'armée et la nation. Peu leur importe, apparemment, que la loi Jourdan ait été instaurée dans une période où l'armée n'incarnait plus la nation et allait accoucher d'un dictateur : le service militaire, à les croire, serait l'expression d'une "volonté populaire de défense", la survivance de l'armement populaire et l'armée, de ce fait, présentée comme la "nation en armes".

Symbole de pouvoir social, puis de normalité sociale, voilà sans doute ce qui a fondé et fonde encore, dans une moindre mesure, la mythique française. La conscription semble inséparable de la difficile genèse de l'Etat-nation en France. Le service étant censé associer la population à l'organisation de la défense, jusqu'à conférer une dimension populaire à l'armée, c'est la légitimité de l'institution militaire qui repose, par suite, sur l'armée "de" citoyens. S'il y a bien une tradition française c'est d'avoir, de longue date, considéré le service militaire "comme un élément déterminant de l'harmonie des rapports entre la nation et son armée, de la définition du régime politique et, par-delà, celui du caractère de l'Etat (23)."

Si, à la différence de certains de nos voisins, l'institution est aujourd'hui aussi peu remise en cause dans l'Hexagone, c'est certainement parce qu'elle bénéficie encore d'un attachement irrationnel, d'une persistance des représentations collectives qui l'ont accompagnée lors de sa généralisation sous la Troisième République : une conscription liée à la citoyenneté et qui serait représentative de la société à tous les échelons, servant d'instrument de promotion et d'égalisation sociale. En d'autres termes, elle le doit aux mythes d'un service voulu démocratique, universel, égalitaire et formateur. Des mythes réactivés par les héritiers des républicains adversaires de l'armée permanente, des socialistes tenants de la nation armée, puis, essentiellement après la Libération, une nouvelle fois autour de la légende des Soldats de l'An II, par le Parti communiste français.



Une professionnalisation inéluctable

"Guerre froide" et guerres de décolonisation ou néocoloniales vont longtemps occulter des mutations fondamentales : depuis 1945, le fait technologique et l'avènement de l'armement nucléaire ont commencé à remettre en cause le principe de la supériorité numérique. Avec l'émergence de systèmes d'armes aussi coûteux que sophistiqués, l'utilisation d'un nombre important de techniciens ouvre la voie à une professionnalisation accrue des armées. Ce faisant, les armes nouvelles rendent inutiles sinon impossible l'équipement de millions de combattants.

En moins d'une dizaine d'années, l'armée française est, au sortir de la guerre d'Algérie, passée du modèle des gros bataillons de la Grande Guerre à un modèle de type industriel où le technicien et le scientifique prennent le pas sur le combattant. La finalité de la conscription, qui était à la fois d'instruire la totalité des hommes en vue de la mobilisation et de maintenir sous les drapeaux un volume de forces immédiatement utilisable, est mise à mal. Les armes nucléaires ne sont pas propres à susciter l'enthousiasme des foules, leur adhésion idéologique, et les armées sont amenées à

jouer un rôle purement instrumental : conjointement à l'évolution des mœurs, les fonctions traditionnelles de la caserne éducatrice, d'incarnation des vertus masculines, vont s'atténuer.

Nul doute que la politique de dissuasion exige, pour être crédible, l'adhésion de l'opinion. La conscription contribue-t-elle, comme l'affirmera Pierre Joxe, à l'instar de tous ses prédécesseurs, "à renforcer le lien entre les armées et la nation et, ce faisant, à y entretenir l'esprit de défense" (24) ? Rien n'est moins sûr. Reste que pour ces adeptes de la méthode Coué, le maintien de la conscription a, avant tout, et quels que puissent être les arguties techniques ou financières avancées, une finalité politique : légitimer la politique de défense, l'institution militaire et, plus largement, la nature des liens unissant, dans l'Hexagone, l'Etat et les citoyens. La tendance à la professionnalisation des armées est, dans les pays développés, générale. Les uns après les autres, les Etats substituent à l'importance du nombre des combattants l'efficacité des matériels et la technicité de leurs servants. Dès avant la guerre du Golfe, le conflit des Malouines et les interventions Outre-mer ont conféré aux régiments constitués de spécialistes une place essentielle dans la gestion des crises. L'heure est désormais à des forces d'action rapide, composées d'hélicoptères et de blindés aérotransportés, destinées à donner une grande souplesse d'emploi au corps de bataille.

La guerre faite aux conscrits irakiens, qui a été une débauche de moyens technologiques servis par des professionnels, a mis en évidence la réalité bicéphale d'une armée française à deux vitesses. Les nouveaux conflits, comme les opérations menées au nom de l'humanitaire, illustrent la place désormais essentielle des forces de projection. Rôle des médias aidant, l'imaginaire collectif dissocie nettement l'armée et le service militaire, la conscription des impératifs de défense ou de politique étrangère.

La fin du Pacte de Varsovie, l'implosion de l'URSS et, par suite, l'atténuation du risque d'un conflit généralisé en Centre-Europe, ont sonné le glas des armées de masse. Leur succèdent des forces techniciennes, de plus en plus composées de volontaires.

Si la formule de l'armée active-école de formation pour la réserve est périmée, si la technicité des systèmes d'armes nécessite des spécialistes, bref si la raison d'être du service militaire a disparu, qu'en est-il du devenir de l'institution ? Plaçant l'évolution actuelle dans une perspective historique, nous ne pouvons que partager le constat que formulait Alain Joxe voici vingt ans : "Nous sommes en train de vivre la fin d'une période longue de l'histoire militaire, liée à une certaine société (comprenant de larges couches paysannes), à un certain type de guerres (guerres internationales mondiales, guerres coloniales) et à un certain type d'armements (25)" Conçue pour instruire et mobiliser une population essentiellement rurale, dans un système où les gros bataillons décidaient des victoires, la formule est obsolète et le déclin des armées de masse irrémédiable. Celui du service militaire traditionnel aussi.

Quelques stratèges, des analystes, des réformateurs ont, depuis vingt ans, constaté ces mutations et préconisé des choix radicaux. A peine ouvert, le débat sur l'avenir de la conscription a, chaque fois, été escamoté. Plusieurs raisons permettent d'expliquer ces réticences au changement : crainte ancestrale d'une armée professionnelle hâtivement assimilée, contre toute évidence, aux forces prétoriennes ? Sans doute. Volonté d'occuper les recrues en période de chômage croissant ? Certainement. L'essentiel n'est pas là mais dans l'attitude récurrente des hommes politiques : quelles qu'aient pu être leurs velléités de réforme ou de suppression du service, ils partagent, une fois au pouvoir, la conviction qu'il est urgent d'attendre. Et de ne toucher à rien. Par crainte de mettre à mal le prétendu consensus sur la politique de défense. Parce que la conscription a revêtu et revêt encore, en France, une portée plus que militaire : une signification symbolique et une fonction idéologique.

Michel AUVRAY

(1) André CORVISIER, *Armées et sociétés en Europe,* de 1494 à 1789, Paris, Presses universitaires de France, 1976, p. 63.

(2) André CORVISIER, *Les Hommes, la guerre et la mort,* Paris, Economica, 1985, p. 215.

(3) Colonel Fernand SCHNEIDER, *Histoire des doctrines militaires,* Paris, PUF, 1957, rééd. 1964, p. 25.

(4) André MARTEL, *"Le Métier militaire en France* (1688-1954)", pp. 12-21, in BOENE Bernard (sous la dir.), La Spécificité militaire, Actes du colloque de Coëtquidan, Paris, Armand Colin, 1990, p. 14.

(5) Suzanne CITRON, *Le Mythe national. L'histoire de France en question,* Paris, Editions ouvrières/Etudes et documentation internationales, 1987, p. 199.

(6) Général Pierre GALLOIS, *L'Adieu aux armées,* Paris, Albin Michel, 1976, p. 105.

(7) Jacques Antoine Hippolyte, Comte de GUIBERT, *De la force publique,* 1790. Cité in CHALIAND Gérard, Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, 1990, p. 757.

(8) Cité par J. MONTEILHET, *Les Institutions militaires de la France* (1814-1924). De l'armée permanente à la nation armée, Paris, Librairie Félix Alcan, 1926, p. 134.

(9) Raoul GIRARDET, *La Société militaire dans la France contemporaine* (1815-1939)", Paris, Plon, 1953, p. 171.

(10) *Fédération des Bourses du travail,* Nouveau manuel du soldat, 1903, p. 7.

(11) Jean-Pierre RIOUX, dans sa préface à Rémy de GOURMONT, *"Le Joujou patriotisme",* paru dans le Mercure de France d'avril 1891 et réédité par Jean-Jacques Pauvert en 1967, p. 27.

(12) Michel BOZON, *Les Conscrits,* Paris, Bibliothèque Berger-Levrault, coll. Arts et traditions populaires, 1981, p. 47.

(13) Alain ROUQUIE, *L'Etat militaire en Amérique latine,* Paris, Ed. du Seuil, 1982.

(14) Jacques BENAUDIS, *Tsahal. Les légions d'Israël.* Des milices paysannes à la puissance nucléaire, Paris, Ramsay, 1984, p. 28.

(15) Jacques SAPIR, *Le Système militaire soviétique,* Paris, La Découverte, 1988, p. 271.

(16) Maurice AGULHON, *Marianne au pouvoir.* L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914, Paris, Flammarion, 1989, p. 125.

(17) Cf. la plaquette officielle : *De Valmy au Vercors, histoire de la conscription,* Paris, Ed. ADDIM, 1982.

(18) Jean-Pierre CHEVENEMENT, *Le Service militaire, Face-à-face avec Pierre MESSMER,* Paris, Balland, 1977, p. 22.

(19) Jean MARRANE, *L'Armée de la France démocratique,* Paris, Editions sociales, 1977, p. 79.

(20) François FURET et Denis RICHET, *La Révolution française,* Paris, Hachette, 1965. Rééd. coll. Pluriel, 1988, p. 498.

(21) Jean-Paul BERTAUD, *La Révolution armée.* Les soldats-citoyens et la Révolution française, Paris, Robert Laffont, 1979, p. 114.

(22) Jean JAURES, *L'Armée nouvelle,* Paris, rééd. Editions sociales, 1977, p. 156.

(23) Bernard BOENE et Michel Louis MARTIN, *Conscription et armée de métier,* Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1991, p. 294.

(24) *Projet de loi modifiant le code du service national présenté par Pierre JOXE,* Document Assemblée nationale n°2214, enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 10 juillet 1991.

(25) Alain JOXE, *"La crise générale de la stratégie",* in Frontière, Cahier du CERES, n°9, septembre 1973.



J'ETAIS MEDECIN DES TSIGANES A AUSCHWITZ (SUITE ET FIN)

La famille Mechau

Un jour, des camarades des blocs voisins nous appellent pour nous montrer des spécimens assez exceptionnels : des cas d'hétérochromie. Toute une famille (elle s'appelait Mechau) de sept ou huit personnes, frères, soeurs, cousins et oncle, porteurs chacun d'un oeil noir et d'un oeil bleu clair. On rencontre de temps à autre des yeux "vairs" , mais exceptionnellement aussi différents. Ces Tsiganes, grands, vigoureux et apparemment sains, sont répartis dans les blocs-infirmeries. Pourquoi à l'hôpital et non dans les blocs d'habitation ? Ils ne sont pas malades. C'est pour "l'observation" (Zur Beobachtung). Je reçois deux membres de cette famille dans notre Block. Le lendemain, nous recevons la visite du docteur Mengele – avec la cérémonie habituelle –. Je connais Mengele depuis assez longtemps pour que mon "Achtung" manque complètement de rigidité. A ce propos, je me rappelle qu'un lagerarzt (du nom de Klein ou de Lukas ?) nous a fait comprendre qu'il ne voulait pas de "Achtung". Donc Mengele m'appelle :

– As-tu vu la famille Mechau ? L'hétérochromie ?

– Oui, Monsieur le Lagerarzt.

Alors, il me dit confidentiellement ceci :

– Eh bien, lorsque le temps sera venu (textuellement : Wenn es soweit ist). Tu comprends ? Tu prélèvera soigneusement les yeux, tu les mettras dans les récipients qu'on te préparera et on les expédiera à Berlin pour l'examen des pigments des iris. Tu comprends ? Question de génétique, hérédité dominante récessive, etc. Très intéressant !

Mengele me parlait avec tant de simplicité, avec tant de tranquillité que, malgré tout ce que j'avais déjà vu, malgré tout ce que je connaissais, j'étais horrifié. Et j'étais horrifié, non pas par le fait, mais par la confiante tranquillité de Mengele. Pour ces beaux jeunes hommes, ces belles jeunes filles, ni chambre à gaz, ni injection cardiaque, mais mort attendue et guettée, donc calculée et prévue. Le docteur Mengele savait que cela devait se produire et ne nous en rendait pas responsable. Tous les médecins S.S. connaissaient l'évolution de l'état moral et physique des Tsiganes. Seulement Mengele l'avouait.

Et Mengele ne se trompa pas. La gale vient, les lésions s'infectent, la sous-alimentation et l'avitaminose apportent leur concours, la tuberculose s'installe ou évolue et, en l'espace de deux ou trois mois de "Beobachtung" à l'hôpital, "es ist schon soweit" (le temps est arrivé, c'est fini). Le mot "mort" n'est pas prononcé ; ce serait trop cruel ; mais "es ist soweit" ne choque personne. L'un après l'autre, on vient m'apporter un numéro et un flacon de conservation ... et je prélève des yeux. L'autopsie montre pour la plupart du temps tuberculose. Et ainsi des semaines passent ; on ne parle plus de la famille Mechau.

Naïveté tsigane

La population du camp tsigane diminuait au cours du printemps 1944. Nos amis des Blocks d'habitation, hommes et femmes nous quittaient sans savoir pour quelle destination, bien sûr, mais sans savoir une heure plus tôt qu'ils allaient partir. L'ordre arrivait, on appelait les Numéros, on les vérifiait. Ils étaient conduits au bain (la Sauna) et sortaient du camp en rangs par cinq. L'examen médical avait été rapide, les médecins allemands ne regardant que l'âge et l'aspect physique. Ces départs laissaient parmi ceux qui restaient des nostalgies, des tristesses, surtout parmi les jeunes hommes qui s'étaient liés aux jeunes filles. Ainsi, les transports successifs avaient laissé des places vides dans les Blocks et beaucoup de Tsiganes avaient reçu des fonctions ou de l'avancement. Nous étions au courant de la situation militaire. Nous savions par les journaux allemands "Oberschlesische Zeitung" et "SudOst Deutsche Zeitung" que les armées allemandes battaient partout en retraite. Parfois des Tsiganes, chantant le "Russlandlied" aux mots "Nous marchons toujours *en avant*" indiquaient de la main, "en arrière".

Vers la fin du printemps, il y eut quelques transports de détenus polonais qui nous quittaient avec inquiétude et en juin, le départ de tous les détenus polonais fut pour les déportés juifs un événement de sinistre augure. Plusieurs médecins juifs furent nommés chefs de Block, ce qui était pour nous une farce de mauvais goût, mais qu'il fallait accepter. Les Blocks d'hôpital perdaient leurs effectifs de malades. L'état sanitaire du camp était satisfaisant. Il y avait les maladies courantes et ceux atteints de faiblesse générale. Les Tsiganes pensaient évi-

demment à leurs proches parents partis "en transport" et se demandaient quel sera leur sort. Ils se demandaient où ils seraient transportés lors de l'avance russe, mais aucun ne pensait qu'il serait gazé. Les paroles surprenantes d'une de leurs chansons disaient : "Oh ! Adolf Hitler ! Notre fidèle avocat (sic) (pour protecteur)... agis vite, délivre-nous vite pour que nous ne passions pas *par la cheminée* ..." Ce qui ne signifiait nullement "par la chambre à gaz" mais qui était, pour eux, une image de mort par maladie et chagrin. Je demandai à la jeune fille qui la chantait si Hitler était vraiment disposé à les libérer :

– Mais bien sûr, me dit-elle.

Les voisins s'approchèrent et s'étonnèrent de la naïveté de ma question :

– Mais c'est clair, homme ! (Aber klar, Mensch !), Si le Führer apprenait la conduite des scélérats qui nous enferment, il y a longtemps qu'ils seraient en prison ou fusillés !

Et s'adressant à son voisin, il lui demande :

– Tes enfants sont-ils "Ha Yott" ? (la lettre H est prononcée Ha (aspirer) et le J est prononcé Yott)

Ces deux initiales signifient "Hitler Jungend" (Jeunesses Hitlériennes).

– Aber klar ! fut la réponse.

– Mes enfants aussi sont H.J.. J'ai l'insigne du parti !

Et il me la montre. Les autres me montrent les leurs. Après cela, qui pourrait encore douter de sa promptitude à les libérer, s'il savait seulement, le "fidèle défenseur" ?



... et juive

Dans le courant du mois de juillet 1944, plusieurs transports de Juifs arrivèrent au camp tsigane qui devint en quelque sorte un camp mixte. Il y eut des transports de Thérésienstadt et des transports de Pologne orientale. Les Juifs de Thérésienstadt étaient relativement dans de bonnes conditions physiques. Notre ami, le docteur Michel Schekter nous dit que nous avions le devoir de révéler aux Juifs quel sort les attendait probablement. Vers la mi-juillet, étant chargé d'examiner un transport de Thérésienstadt dans un block de quarantaine, plusieurs hommes me demandèrent si je connaissais des Juifs de Thérésienstadt au camp. Je leur dis que j'en connaissais et que j'avais vu entre autres Oto Rezek, le violoniste de Prague. Cela les a réjouis :

– Alors Oto Rezek est là ?

– Il était là, leur répondis-je, mais comme il était très faible, il a été envoyé au gaz.

– C'est donc vrai ?, s'écrièrent ces hommes, nous ne voulions pas le croire !

Je suivais là les directives de Michel Schekter qui voulait essayer de pousser les futures victimes à la résistance, peut-être à l'insurrection. Je ne pensais pas que notre conversation pouvait être écoutée par des non-juifs.

J'étais encore occupé à examiner quelques hommes qui se plaignaient de petits malaises, quand je fus appelé chez le chef de Block (un Allemand triangle rouge). Cet appel me terrifia. Le chef de Block m'attendait dans sa chambre :

– Tu as parlé aux Juifs de chambre à gaz, me dit-il, tu sais que les S.S. te fusilleront lorsqu'ils apprendront cela.

Et il continua, avec moins de sévérité :

– Qu'est-ce que tu espères ? Provoquer une révolte ?

J'étais muet, paralysé de terreur. Mais le Chef de Block termina :

– Va-t-en, et ne recommence pas !

J'avais vécu quelques minutes les affres de la mort. Je ne racontai à personne l'incident. Ainsi un jeune Tsigane m'avait dénoncé. Il accompagnait depuis 1943 le docteur Mengele, avait eu diverses fonctions auprès des chefs de Block. Je ne l'aurais pas cru capable d'une telle dénonciation. Terreur et déception !

Les juifs de Thérésienstadt hébergés dans le Block de quarantaine (numéros impairs) furent transférés au camp des hommes (Männerlager). Ne restaient au camp tsigane que des hommes âgés, des hommes et des femmes considérés comme inaptes au travail, des malades hospitalisés, des femmes ayant des enfants – avec leurs enfants – et, d'après le docteur Snieszko, le redouté Bogdan Komarnicki, de la section politique. D'autre part, le personnel médical exclusivement juif.

Le mois de juillet arrivait à sa fin. Un juif hongrois, travaillant à la récupération des matériaux sur les avions abattus, avait construit avec ses camarades un récepteur. Il nous présentait souvent pour des faits accomplis ce qui n'était encore que souhait et espoir. Il nous donnait la position des divers fronts en accordant aux Alliés des kilomètres d'avance, ce qui eut comme effet que nous avons célébré la Libération de Paris le 14 juillet !...

L'extermination

Rien ne présageait que le premier août serait différent des autres jours.

Le temps était beau. Près de la Sauna poussait un pied de tomate appartenant au Kapo de la Sauna. Beaucoup venaient regarder les tomates pousser. Il était bien soigné. L'appel du soir eut lieu alors qu'il faisait encore grand jour et on distribua les rations. C'était pour tout le monde la même portion de pain et je crois, ce jour là, la même tranche de saucisson (régnait la sous-alimentation – ce qu'en langue russe on appelle "niedoyédanie"–, mais il n'y avait pas de famine).

Après l'appel, retentit soudain le gong à la porte d'entrée du camp et des voix se transmettant de proche en proche :

– Lagersperre, Blocksperre ! (Fermeture du Camp, fermeture de Blocks !)

Avec une rapidité surprenante, effrayante, le camp se remplit de S.S. et de membres du Sonderkommando. En quelques minutes des sentinelles S.S. furent postées aux deux portes de chaque Block. Quelques S.S. et quelques membres du Sonderkommando pénétraient à l'intérieur de chaque Block. Les camions ne sont pas venus jusqu'au Block 32. Au début, l'attitude des soldats S.S. était humble, embarrassée, gênée, ceux que j'ai vus étaient honteux. Tout ce monde était fiévreux, on sentait qu'ils voulaient se délivrer le plus vite possible de cette besogne. Tous les membres du Sonderkommando que j'ai vus étaient comme sans âme, c'est-à-dire sans voix, comme des automates au mécanisme brisé. Les S.S. agissaient aussi machinalement.

Les Tsiganes se rendaient compte où on les conduisait. Au Block 32, il y avait plusieurs Tsiganes anciens combattants. Avec la conscience, la sûreté de leur droit, ces hommes criaient :

– J'ai combattu sur le front de France, j'ai combattu en Russie et maintenant on nous conduit à la mort ? J'ai donné mon sang pour l'Allemagne, et maintenant on me conduit à la chambre à gaz !...



Les S.S. étaient transformés en statues de pierre.

Le non-teuton Bogdan Komarnicki, avait choisi le Block 32 pour sa première visite. Dès avant l'ordre de sortir des lits, il s'était assis sur un tabouret, à califourchon, tantôt jouait, tantôt s'appuyait sur son inséparable canne. Il essayait, sans succès, de lier conversation avec les S.S.. Il laissa parler quelques secondes les Tsiganes, ensuite, il se leva comme poussé par un ressort, se précipita vers les Tsiganes déjà debout et commença à leur distribuer des coups de canne sur la tête en criant des injures. Il frappa ainsi jusqu'à la sortie des Tsiganes, soutenus et conduits par les membres du Sonderkommando. En regardant les S.S., j'avais l'impression (ce n'était, hélas, qu'une illusion) qu'ils allaient se précipiter sur Bogdan Komarnicki et le frapper avec la crosse du fusil (Ils avaient habituellement des revolvers, mais ce jour là ils avaient en plus des fusils). C'est là qu'on pouvait voir qu'il n'est nul besoin d'être teuton pour être et agir en criminel, lâche, vil, ambitieux, flagorneur, zélé bourreau.

Le docteur Mengele est venu assez tard, il faisait déjà nuit et le camp était éclairé par les projecteurs. Mengele est venu chez les enfants. Ils étaient maintenus dans leur Block par les sentinelles et étaient saisis de panique. J'entends encore les paroles de la "grande sœur" des enfants, Helena Hannemann s'adressant en pleurant à Mengele :

– Docteur Mengele, oncle Mengele, je ne sais pas où est notre mère et mon petit frère pleure à mort !

Mengele ne faisait que répéter :

– Veux-tu sécher tes larmes !

Il leur prodigua d'autres paroles apaisantes et les pleurs se calmèrent. Les cris arrivaient très affaiblis des premiers Blocks et les paroles tendres du docteur Mengele inspiraient confiance aux enfants.

Les S.S. sentaient la vilenie de leur action, agissaient avec répulsion, mais ils avaient à leur disposition cette possibilité, si bien décrite par Martin Broszat, de se poser eux-mêmes en victimes et demander à leurs vraies victimes d'être "compréhensives" et faciliter leur travail. J'ai eu à ce propos l'occasion d'observer le docteur Entress et voir comment, même les médecins, arrivaient à se disculper devant leur propre conscience.

Dans la matinée du 2 août 1944, nous, c'est-à-dire ceux qui connaissions les Tsiganes, vîmes avec horreur des autos S.S. dans lesquelles se trouvaient plusieurs Tsiganes qu'on amenait du camp des hommes et de celui des femmes. Nous reconnûmes le "pfleger", infirmier du Block 32 qui racontait qu'il était tsigane, mais n'était pas tatoué, car il était inscrit comme allemand et qu'il avait séduit des épouses d'officiers allemands. Il était terrifié et s'agitait, cherchant à s'échapper. Nous reconnûmes aussi une de mes secrétaires du Block 32 qu'on avait transférée au camp des femmes.

Tous ces Tsiganes furent conduits au crématoire et exécutés le matin même d'une balle dans la nuque.

Iancou Vexler

Rencontre avec Mme Vexler

A son retour, Iancu Vexler apprend la déportation de ses deux filles aînées à Auschwitz

Là s'arrêtent les notes écrites par le Docteur Vexler. Comme nous voulions en savoir plus, nous avons rencontré Madame Vexler. Nous lui avons posé quelques questions :

Gavroche – Que s'est-il passé ensuite ?

Mme Vexler – Devant l'avance des armées russes, le camp fut évacué le 23 ou le 24 décembre 1944. Ils étaient 6 ou 700, partis à pied sur les routes, encadrés d'hommes armés. Celui qui avait le malheur de s'arrêter, épuisé, était aussitôt abattu. Mon mari me parlait souvent des bouillies de blé que leur donnaient les cultivateurs, lors des étapes et qui lui avaient semblé si bonnes. Une fois, sur la route, une fermière allemande, passa sur son chariot. Elle eut pitié de ces hommes qui avaient faim et laissa tomber quelques pomme de terre, mais un Allemand tua celui qui tenta de les récupérer...

Peut-être parce qu'ils étaient encerclés, les hommes tournaient en rond et se retrouvaient dans les fermes où ils étaient déjà passés. Jusqu'au jour où ils se retrouvèrent seuls. Leurs gardiens s'étaient sauvés ! Livrés à eux-mêmes, les quelques survivants découvrirent un dépôt rempli de marchandises destinées à l'armée allemande. Il y avait des sardines, des pommes de terre. Ils se jetèrent sur la nourriture et certains, malgré les mises en garde des médecins, moururent d'avoir trop mangé.

G. – Y avait-il, parmi les survivants, des hommes que vous avez rencontrés par la suite ?

Mme V. – Oui, il y avait le docteur Landau de Berck-plage, le docteur Schecter, qui sera médecin à Lagny, les docteurs Bercovici et Szajnfeld de Paris et le Dr Bendel de Thionville. Je les ai tous connus, mais lorsque nous nous rencontrions, ils parlaient peu de leur détention.

G. – Puis, ce fut la libération.

Mme V. – Mon mari fut libéré en mai 1945 par les Russes, je ne saurais dire où exactement. Puis il fut rapatrié sur Paris par avion, le 12 juin. A cette date, mon mari était encore Roumain. Or, la Roumanie rappelait tous ses fils. Sa mère lui écrivit : "Viens, mon fils, tu as assez mangé le pain amer de l'étranger ". Mais il ne voulut pas rentrer et c'est ainsi qu'il perdit la nationalité roumaine, et comme les Français ne voulaient pas lui donner la nationalité française, il devint apatride. Il avait pourtant été engagé volontaire en 1940 comme infirmier militaire.

G. – Le docteur avait 4 filles de son premier mariage. Que sont-elles devenues ?

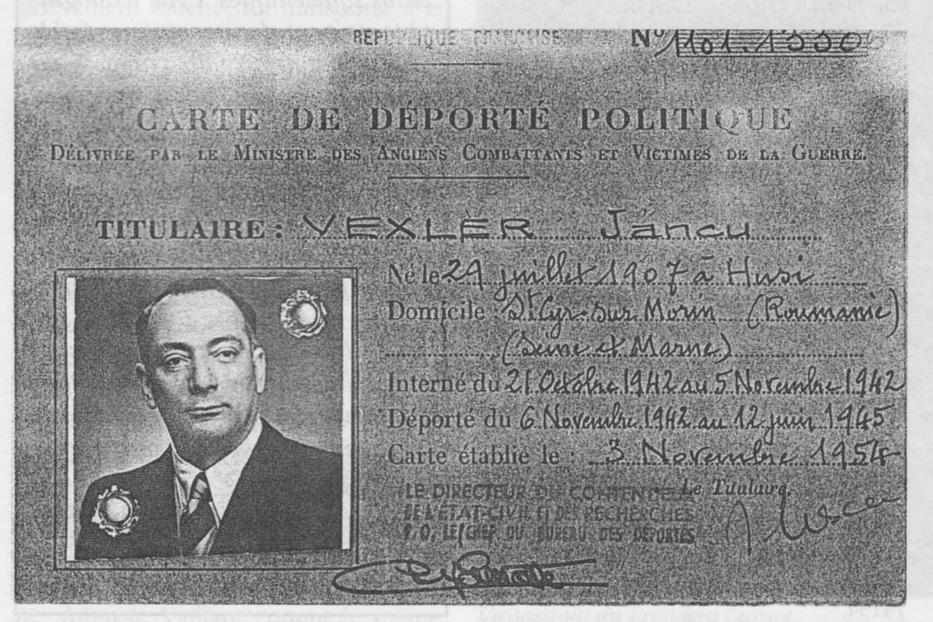
Mme V. – Les deux aînées, Claude-Renée et Marie-Anne furent arrêtées le 22 juillet 1944 à Louveciennes, puis internées à Drancy et déportées à Auschwitz le 31 juillet, dans le convoi 77. Leur père eut ainsi la douleur d'apprendre ce terrible drame à son retour. Les deux plus jeunes, Jeanne-Marie et Hélène-Sarah furent cachées par la famille à Bassevelles, puis, de peur des dénonciations, elles furent cachées à Bussières avec la complicité de la Résistance. Hélène-Sarah vit toujours, elle est mariée et a deux enfants. Elle avait deux ans et demi quand ses parents furent arrêtés en 1942. Madame Guibert du "Restaurant moderne" à St-Cyr-sur-Morin, témoin de l'arrestation, me disait qu'elle se souviendra toute sa vie des cris de la petite fille qu'on avait arrachée à ses parents.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS

CARTE DE RAPATRIÉ

(1) Catégorie DR (2) Date d'arrivée en Allemagne
(3) Dernier lieu de détention ou de travail en Allemagne
(4) Nom VEXLAIRE (5) Prénoms Jancu (6) Sexe M
(7) Pseudonyme (8) Etat Civil (9) Profession
(10) Date de naissance 29.7.1907 (11) Lieu de naissance
(12) Nom du Père (13) Nom de la Mère Bercovici
(14) Nationalité d'origine (15) Nationalité actuelle (16) Date de naturalisation
(17) Dernière résidence en France
(18) Nom et adresse de la personne chez qui vous vous rendez
(19) Pièces d'identité produites
(20) Bureau de Recrutement (21) Centre mobilisateur
(22) Classe de mobilisation (23) Grade
(24) Position militaire au moment du départ en Allemagne
Militaire en France
PHOTO 4 × 4
LE RAPATRIÉ A DEPOSÉ : LM RM FF
Le Rapatrié a REÇU : 1000 Frs prime
VÊTEMENTS
TICKETS TABAC
PAYÉ
0821364



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE N° 101.1330

CARTE DE DÉPORTÉ POLITIQUE

Délivrée par le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

TITULAIRE : VEXLER Jancu

Né le 29 juillet 1907 à Husi

Domicile St Cyr-sur-Morin (Seine et Marne) (Roumanie)

Interné du 21 Octobre 1942 au 5 Novembre 1942

Déporté du 6 Novembre 1942 au 12 juin 1945

Carte établie le : 3 Novembre 1954

LE DIRECTEUR DU CONTENTIEUX, DE L'ÉTAT-CIVIL ET DES RECHERCHES
P.O. LE CHEF DU BUREAU DES DÉPORTÉS

Le Titulaire

G.– Que devient le docteur à son retour en France ?

Mme V. – A son retour de déportation, il était dans un état épouvantable, il fut soigné, puis il se reposa pendant 6 mois chez un de ses amis, le Dr Schecter. Il reprit ensuite son métier de médecin à St-Cyr-sur-Morin, mais sa maison avait un autre locataire, et ses biens n'existaient plus. Son auto, ses meubles, bref tout avait disparu. Il n'avait plus rien et devait recommencer à zéro. C'est ainsi qu'il prit pension chez une dame, madame Buse et s'acheta un vélo pour faire ses visites.

C'est en 1947 que je l'ai rencontré. J'avais 20 ans, il en avait 40. Nous aimions être ensemble, car nous avions les mêmes goûts pour la musique, pour la peinture ou la littérature. Et le 6 mars 1952, nous nous sommes mariés. Comme je vous l'ai déjà dit, mon mari était apatride, et chaque fois que nous voulions voyager à l'étranger, il fallait faire des demandes complexes auprès de l'administration.

G. – Votre mari a-t-il reçu une indemnisation en tant que déporté ?

Mme V. – Mon mari obtint enfin sa naturalisation le 31 août 1962, et ce n'est qu'en 1963 qu'il commença à toucher une petite pension de l'Allemagne, qui, peu à peu, a été remplacée par une pension française.

Le tatouage

On lit dans la Bible " .. Et écriture gravée (tatouage) vous ne ferez pas sur vous. "

Quelle que soit l'opinion des actuels tatoués volontaires sur ce verset, il est permis d'admettre que le tatouage est une abomination. Lorsqu'il s'agit d'un tatouage forcé sur un corps d'enfant où sur un bras de femme, il y a crime et sacrilège inexpiable.

A l'origine du camp d'Auschwitz-Birkenau, seuls étaient tatoués les détenus juifs des deux sexes. Dans l'esprit des S.S. et de la plupart des détenus aryens, le tatouage scellait la différence de destin entre les deux catégories de prisonniers : les tatoués, voués à l'extermination et les non-tatoués - non porteurs du stigmate indélébile du camp - pouvant raisonnablement espérer la libération.

Les Tsiganes formaient une catégorie à part. Ils étaient tous tatoués sur l'avant-bras gauche. Les bras des enfants n'offrant pas une place suffisante, on les tatouait sur la jambe ou la cuisse.

En juin ou juillet 1943, l'ordre arriva à Auschwitz de tatouer tous les aryens (polonais, russes, tchèques, etc...) **à l'exception** des Allemands. Au camp tsigane, ce fait, en soi très important jeta d'abord un trouble dans les esprits mais ne modifia que peu l'état d'esprit.

I.V.

MINISTÈRE
DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION

LE MINISTRE

J.Q. NAT : I9.56I

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 5 JUIL. 1962
7, RUE DE TILSITT (XVII°)

Monsieur le Député,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur la demande de naturalisation présentée par M. Iancu VEXLER, demeurant 20, rue de Chamigny à LA FERTE-SOUS-JOUARRE (Seine-et-Marne).

J'ai le plaisir de vous faire connaître que les éléments recueillis au cours de l'instruction sont favorables à l'intéressé, Je me propose donc de faire figurer son nom dans un projet de décret qui sera soumis à la signature de M. le Premier Ministre lorsque M. VEXLER aura acquitté le montant des droits de sceau qui vont lui être prochainement demandés.

Veuillez agréer, Monsieur le Député, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre et par autorisation
Le Conseiller Technique.

Monsieur René MOCQUIAUX
Député de Seine-et-Marne
PALAIS BOURBON
PARIS

Devenu apatride en ne voulant pas rentrer en Roumanie en 1945 Iancu Vexler n'obtint sa naturalisation qu'en 1962.

G. – Connaissez-vous d'autres témoins du drame que vécu votre mari durant sa déportation ?

Mme V. – Il y a un homme que nous avons maintes fois rencontré, et que mon mari aimait particulièrement. Il s'agit d'un médecin polonais du nom de Klodginsky, le docteur K. dans les notes que vous avez publiées. Cet homme avait sauvé mon mari de la mort : A son arrivée à Auschwitz, mon mari, malade, se trouvait à l'infirmerie du camp où étaient les Dr Klodginsky et Fejkiel. Un jour, ceux-ci apprirent que tous les malades devaient être gazés. Ils le cachèrent à l'étage du dessus, le sauvant ainsi d'une mort certaine.

Et puis, inversement, il y a les témoignages des enfants que mon mari a pu sauver de l'enfer. A l'infirmerie, dès leur arrivée au camp, il leur donnait un petit travail, et il s'arrangeait pour qu'ils ne soient pas tatoués. Certains ont pu en réchapper et continuent à lui témoigner leur reconnaissance. Voici une lettre, reçue il y a quelques jours, d'une jeune fille sauvée par mon mari, devenue sœur nomade de la Résurrection, sous le nom de sœur Sarah Nadia de la Vierge. Elle demeure actuellement au monastère de la Trappe à Roybon dans l'Isère.

G. – Votre mari conserva-t-il la haine des Allemands ?

Mme V. – Certainement pas ! "Pardonner, oui, oublier, jamais !" disait-il. Nous eûmes deux enfants, notre fils, François-Ruben se maria avec une Allemande, et notre fille Catherine avec un Hollandais. Et mon mari trouva cela très bien.

G. – Une dernière question : Votre mari était-il tatoué ?

Mme V. – Oui, il avait le numéro 74154.

Le docteur Vexler s'est éteint Le 12 juin 1990.

C'est à lui que nous laissons le soin de conclure. Il écrivait, le 3 mars 1972 :

"Offre-t-on une image fidèle en ne parlant que de la mort ? Les camps n'étaient pas seulement des lieux de mort mais aussi de vie. La mort y a tenu le premier rôle et était la destination finale pour la grande majorité des déportés. Ce premier rôle appartenait sans conteste aux S.S.. Mais si nous, les témoins, acceptions de taire les atrocités commises par les seconds rôles, c'est-à-dire par des détenus-bourreaux volontaires, nous contribuerions à "falsifier l'histoire" (l'expression est d'Anna Langfuss). L'œuvre de Mort était partagée : les S.S. se réservaient le gaz, les pendaisons, les fusillades, les injections intracardiaques. Les détenus-bourreaux avaient le droit de briser des crânes, de piétiner les thorax avec leurs bottes ferrées, etc., et le faisaient avec enthousiasme et joie. Bien sûr, sans les S.S., il n'y aurait pas eu de complices ni de comparses, mais le manichéisme concentrationnaire est une vue simpliste, fausse et injuste et aucune considération d'opportunisme idéologique ne mérite qu'on lui sacrifie la vérité. Il existe une abondante iconographie sur les camps : des photographies de charniers, de morts torturés, de survivants squelettiques. Cette iconographie ne peut donner qu'une faible idée des horreurs du camp. Il est seulement dommage qu'on ait pas photographié à côté les "survivants" ayant travaillé dans la joie et l'enthousiasme à compléter et à rendre plus cruelle l'œuvre des S.S. Leurs mines resplendissantes témoigneraient de la satisfaction que procure un travail fait dans la joie et aussi dans la conscience d'avoir œuvré "Pour Dieu et pour la Nation". Cette omission est grave et pourra abuser les historiens..."

Iancu Vexler

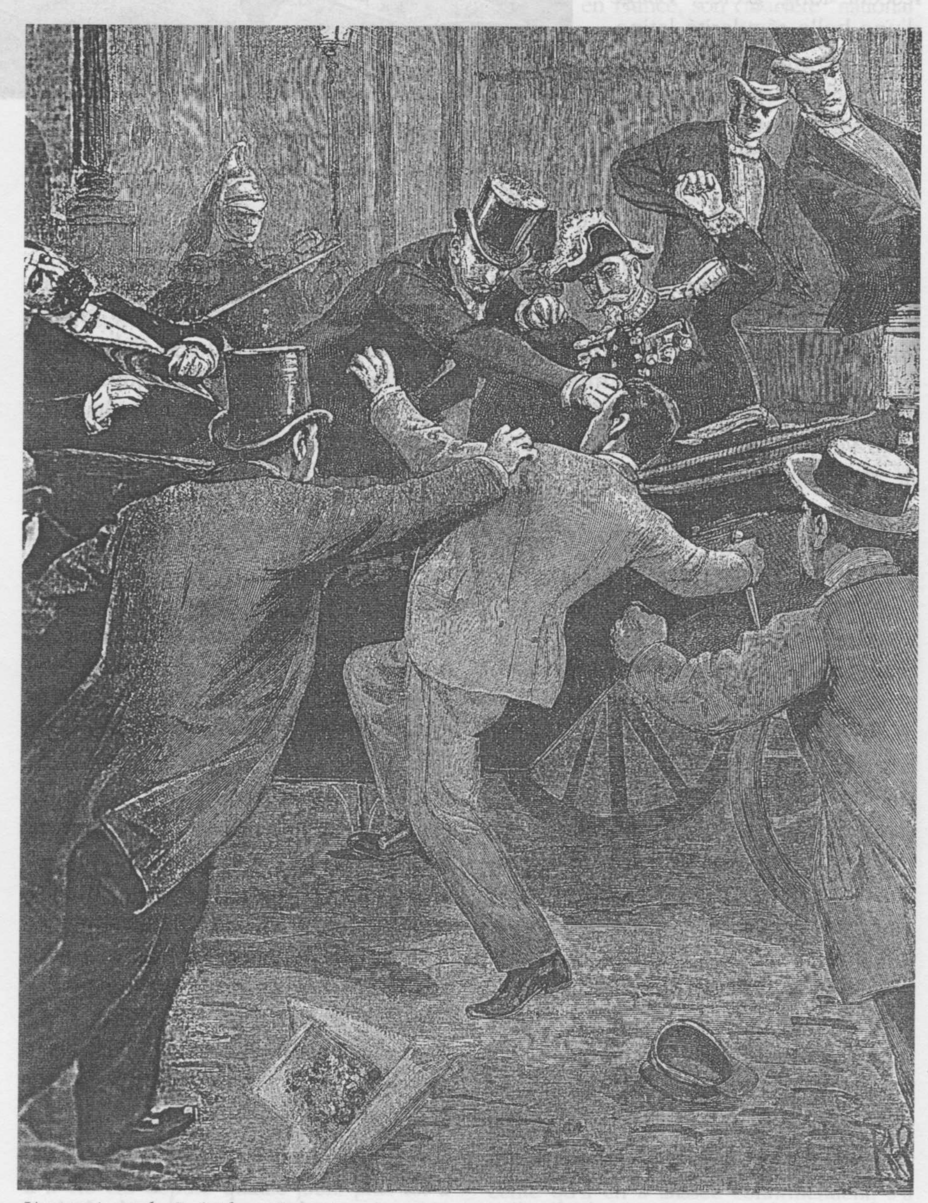
Il y a cent ans :

EMEUTES XENOPHOBES APRES L'ASSASSINAT DU PRESIDENT CARNOT

Gaston Leroux, l'auteur du *Mystère de la chambre jaune* et de *La machine à assassiner*, a décrit pour les lecteurs du *Matin* l'arme du crime : "la lame, qui mesure seize centimètres et demi de longueur, apparaît encore légèrement teintée de sang. La pointe cassée s'est émoussée en tombant sur le pavé. Ce poignard a été fabriqué à Thiers, bien qu'il porte la marque de Tolède." Les policiers en formation à Saint-Cyr au Mont d'Or peuvent découvrir encore aujourd'hui dans le Musée très fermé de criminalistique qu'abritent les combles de leur école, une réplique de ce poignard qui assassina le président de la République Sadi Carnot, à Lyon, le 24 juin, au jour de l'inauguration de l'Exposition Internationale de 1894.

L'attentat eut lieu au centre ville, devant le palais du Commerce vers 9 heures du soir, lorsque le président, à l'issue du banquet officiel, se rendait au Grand-Théâtre dans un landau où avaient également pris place les généraux Voisin et Borius, et le Maire de Lyon, le docteur Gailleton. Un homme s'avança et dans un geste mal perçu (on crut qu'il jetait un bouquet) frappa d'un coup de son couteau enveloppé dans du journal la poitrine du président. "Une arme pénétrante avait perforé le foie et la veine porte" écrivait Gaston Leroux avec les mots des cliniciens. Dans les minutes qui suivirent, le président, grièvement touché, fut transporté à la préfecture, où il décéda, peu après minuit. L'assassin fut arrêté : un anarchiste.

Le meurtre du président Carnot s'ajoutait à la liste déjà longue des spectaculaires attentats perpétrés par les partisans de "la propagande par le fait". Entre 1892 et 1894, Ravachol, Auguste Vaillant, Pauwels, Emile Henry sont entrés dans la légende anarchiste par le son de l'explosion : "Ravachol, avec sa chouette application des petites marmites à la solution de la question sociale, a ouvert une route bougrement large à l'initiative et à la jugeote individuelle", expliquait dans son argot appliqué le très subversif *Père Peinard*. Ravachol fut guillotiné. Auguste Vaillant connut le même



L'assassinat du Président Carnot.

sort le 5 février 1894, Pauwels périt le 15 mars 1894 par la bombe qu'il transportait, Emile Henry monta à l'échafaud le 21 mai. C'est pour entrer, derrière ceux-là et mieux qu'eux, au Panthéon de l'anarchie que l'assassin du président Carnot acheta un poignard à cinq francs le samedi 23 juin 1894 à Cette, où il résidait, avant de prendre le train pour Vienne et de finir à pied les trente kilomètres le séparant encore de la capitale des Gaules.

Au poste de police de la rue Molière, des journalistes arrivés dans le sillage du préfet purent voir l'auteur du coup mortel : "un adolescent, long, grêle... Visage d'une belle régularité latine, avec de grands et magnifiques yeux bruns..." "Qu'est-ce que c'est que celui-là ?" demanda le préfet. "C'est un Italien dit le chef de poste." Un conseiller de la préfecture, M. Elisi de Saint-Albert qui s'était proposé comme interprète, questionnait le meurtrier" dans le toscan le plus classique" et recevait les réponses "dans le plus pur patois milanais". L'assassin se nommait Santo Caserio, il avait vingt et un ans et était originaire de Mottà-visconti, près de Milan.



Caserio, l'assassin du Président Carnot.

De proche en proche, la nouvelle de l'assassinat gagna la ville tout entière. Au parc de la Tête d'Or, cadre de l'Exposition, le feu d'artifice cessa et les lampions s'éteignirent. Bientôt, le bruit que l'agresseur était italien, réveilla des passions irraisonnées. Une fureur sans égale s'empara de la foule. Les cafés très réputés des frères Casati, rue de la République et place Bellecour, firent les premiers frais d'une explosion de violence tournée vers l'étranger. Des groupes se formèrent qui, aux cris de "Vive Carnot !" "Morts aux Italiens !", se portèrent en tous les points de la ville où se trouvaient des transalpins, et ceux-ci étaient nombreux dans une agglomération désormais modelée par l'industrie : quelques huit mille dans les cantons urbains, la plupart ouvriers, d'autres tenant commerce. Sur la rive gauche du Rhône, des Brotteaux à la Guillotière, vers le nord à Vaise ou à Saint-Fons, au sud : partout leurs magasins furent pillés, les marchandises emportées ou rassemblées sur la chaussée et dévorées par les flammes. Les émeutiers, souvent très jeunes, s'abritaient derrière des motifs patriotiques, agissant au son du clairon et agitant le drapeau tricolore. Les journaux dressaient une liste impressionnante de boutiques mises à sac : "Nous avons pendant plusieurs heures dans l'après-midi d'hier, parcouru en tout sens les quartiers de la rive gauche. C'est absolument effrayant... Les agents sont en nombre tout à fait insuffisant, disons le mot, ridicule, pour essayer d'arrêter cette mer déchaînée... Il semble que les bandes sont en pays conquis..." Le Maire fit apposer un placard dénonçant "ces fauteurs de troubles, qui ne peuvent se réclamer d'aucun parti ni d'aucune nationalité, doivent être considérés comme de vulgaires malfaiteurs et seront traités et punis comme tels". Mais il en fallait plus pour mettre fin aux exactions. Les forces de l'ordre, bien en peine d'empêcher les saccages, se contentaient d'éviter la propagation des incendies. Accueillis aux cris de "Vive l'armée !", les pelotons de cuirassiers et gendarmes envoyés sur les points chauds étaient très vite menacés s'ils s'avisaient de s'opposer.

Henri Béraud, l'écrivain lyonnais, a raconté dans *La Gerbe d'Or* ces événements auxquels, enfant, il avait assisté : "La nuit fut terrible pour les compatriotes de l'assassin. Il avait dit sans hésiter son nom, son pays. Cela s'était vite répandu. Les autorités n'eurent ni le temps ni les moyens de retenir une populace ivre de cris, de colère et d'alcool". On relevait des avis menaçants sur les devantures des magasins visés : "sale Italien, on te fera sauter dimanche", tandis qu'ailleurs certains tentaient de prévenir les agressions auxquelles leur nom les destinait : "Maderni est sujet suisse, et son fils, né en France, est soldat français". A Saint-Fons, à La Mouche, aux chantiers de la Buire, sous la pression, les usines licenciaient leur personnel transalpin. Terrorisés, les Italiens désertèrent la ville : un rapport relate qu'ils se réfugièrent "soit dans leur pays, soit en Suisse, soit dans les campagnes voisines". Le journal *Le Progrès* du 28 juin signalait un départ de 875 immigrés en gare de Perrache.

Après quelques jours, cependant, la fièvre xénophobe retomba, aussi soudainement qu'elle s'était déclarée. Lorsque le 1er juillet, la Nation rendit un dernier hommage au président Sadi Carnot, la cité rhodanienne avait retrouvé son calme. Caserio fut jugé à Lyon les 2 et 3 août et condamné à mort. Il fut exécuté au petit matin du 16 août 1894, tout près de la prison Saint-Paul, à l'angle du Cours Suchet et de la rue Smith. Il y eut des applaudissements lorsque la tête tomba : "la foule, écrivit le docteur Lacassagne, médecin légiste, n'a pas pardonné son crime à l'assassin". Mais les événements qui avaient suivi le meurtre de Carnot révélaient bien autre chose que de l'indignation : la haine irrationnelle des étrangers qui ne demande qu'à se manifester.

Philippe VIDELIER
Historien, CNRS-Lyon

RENAUD JEAN
OU L'HISTOIRE OUBLIEE



Qui aujourd'hui connaît Renaud Jean ? Assurément peu de gens. Il fut pourtant en son temps – un temps encore assez proche – l'un des hommes les plus populaires de notre pays. Entendons-nous bien sur le sens que je donne ici au mot "populaire". Il est en effet des popularités superficielles et éphémères dont l'oubli est le sort naturel. Tel ne fut pas le cas de Renaud Jean qui fut populaire d'un triple point de vue :

– Il était connu du "peuple" et une partie de celui-ci se reconnaissait en lui.

– La trajectoire de sa vie peut se lire comme la parabole d'un moment de notre existence nationale. Il ne "venait" pas du peuple car il en fut tout au long de son existence.

– Enfin on peut dire qu'il fut populaire pour la raison qu'en voulant "coller" au peuple, il ne sut pas toujours discerner la part d'auto-aveuglement et d'errements dont se nourrissent les comportements populaires.

Qui était donc ce Renaud Jean aujourd'hui oublié ? Il vit le jour en 1887 dans une famille de petits paysans (comme c'était alors le cas de la majorité des Français). Ses ascendants vivaient depuis toujours dans le Lot-et-Garonne, un département où les radicaux qui constituaient l'aile marchante de la IIIe République naissante étaient très influents. Renaud Jean "est pour la République", mais dans sa famille on joint difficilement les deux bouts, il la veut donc plus juste, *sociale*. De Toulouse proche lui parvient la voix de Jaurès et les échos de son combat pour le socialisme ; un combat inséparable de celui contre la guerre dont la menace est régulièrement évoquée. Renaud Jean qui a vingt ans en 1907 devient socialiste.

Mais vingt ans c'est l'âge des impatiences. Le socialisme jauressien ne tarde pas à lui apparaître trop timoré, trop "parlementariste". Un artisan maçon qu'il rencontre sur les foires et qui devient son ami lui propose un remède plus radical : la Révolution. Non la révolution comme celle que prône aussi Jaurès, mais la révolution comme la conçoivent alors les anarchistes, car notre artisan maçon est un militant de la "Cause". Renaud Jean quitte le Parti socialiste "par la gauche". San socialisme se leste anti-militarisme et de certitude dans l'instinct révolutionnaire des masses opprimées.

1914. On sait comment la guerre mit brutalement à l'épreuve toutes les composantes du mouvement ouvrier. Renaud Jean est arraché aux doux vallonnements de la campagne gasconne et plongé du jour au lendemain dans l'enfer du premier conflit de l'ère industrielle. Ce pacifiste militant voit, la rage au cœur, le nationalisme emporter comme fétus de paille toutes les digues dressées contre la guerre. Blessé lors des premiers combats qui feront en quelques semaines plusieurs centaines de milliers de victimes, c'est comme mutilé qu'il rentre au pays.

Sa trajectoire est, on le voit, banale, "populaire". Il vit une histoire que vivent tant d'autres. A cette différence près : **Il écrit**. Il tient ses *Carnets de guerre* dans lesquels il note jour après jour ce qu'il fait et ce qu'il pense. Il témoigne pour d'Histoire. A ce titre aussi il est "populaire", car ses écrits sont source de connaissances sur ce qu'il en fut des simples gens dans la Première guerre mondiale. Ajoutons que, pour notre chance, Renaud Jean écrit mieux que bien et que l'ambition qu'il caressa de devenir écrivain n'apparaît en rien déplacée. Le lire maintenant c'est prendre la mesure de ce que l'école républicaine sut faire des enfants du peuple.

Renaud Jean convalescent à l'hôpital d'Agen au début de 1915 cherche à donner une traduction concrète à son pacifisme que son expérience du front a encore avivé. Il réadhère au Parti socialiste puisqu'une minorité hostile à la politique d'union sacrée se manifeste en son sein. Il fit tant et si bien qu'il devint le secrétaire de la Fédération socialiste du Lot-et-Garonne après lui avoir gagné une majorité d'adhérents opposés à la poursuite de la guerre. A leur tête il milite pour l'adhésion de la IIIe Internationale (l'Internationale fondée à Moscou par Lénine dans la foulée de la Révolution d'Octobre 1917). Mais Renaud Jean est un homme qui souvent ne fait pas comme tout le monde. Lorsqu'à la Noël 1920 s'ouvre le Congrès de Tours de la SFIO, au cours duquel la majorité des socialistes va se constituer en Parti communiste, il a été élu député quinze jours plus tôt à l'occasion d'une élection partielle dans le Lot-et-Garonne. Il fut ainsi le premier député communiste.

Dès la fondation du PCF il en devint le leader paysan incontesté. Non seulement parce qu'il est paysan et député, mais parce que c'est une personnalité hors du commun. C'est un homme politique nous le verrons, de dimension nationale et internationale. Et, comme il le fit sur le front, il ne va pas cesser d'écrire. Dès le début des années vingt, il commence la rédaction de ses "papiers", veillera jalousement sur eux tout au long de sa vie et les fera déposer après sa mort aux archives du Lot-et-Garonne.

Précieux apport à l'histoire d'un siècle mouvementé, ils éclairent notamment la dimension populaire du phénomène communiste en France, son caractère "national" (au sens où on peut parler d'un produit de l'histoire et de la société françaises). On comprend mieux à les lire, comment une gauche paysanne, pacifiste, socialisante se trouva, sous les effets du traumatisme de 14/18, portée aux extrêmes ; fut, on pourrait dire, "radicalisée" (si ce mot n'était pas chargé d'ambiguïtés). La démesure de ses illusions était à la mesure, ou plutôt à la démesure, du cataclysme. Retrouver par quels cheminements elle vit dans la naissance de l'URSS une aube nouvelle, c'est retrouver une partie de l'histoire de la République : l'étendue aussi bien des espoirs qu'elle avait semés dans le peuple que des déceptions qu'elle n'avait pas su, ou pu, éviter.

Comme ceux de sa génération, Renaud Jean devint communiste d'abord par haine de la guerre. Il fut l'un de ces révoltés des tranchées nombreux parmi les paysans qui avaient payé la plus lourde part du tribut du sang et aux yeux de qui Lénine et les bolcheviks venaient d'apporter la preuve par neuf de la supériorité de leurs conceptions. Mais, dans son cas, cette démarche était inséparable de cette autre : sa culture libertaire l'avait amené à considérer le "pouvoir des soviets" comme la première concrétisation de l'aspiration anarchiste à l'auto-organisation sociale.

Nous savons maintenant qu'il se trompait et nous mesurons un peu plus chaque jour l'ampleur de son fourvoiement. C'est peu dire que ce qui se passait à Moscou n'était pas ce qu'il imaginait.

Alors gogo ou complice ?

Le "cas" Renaud Jean est là pour nous rappeler que l'on ne peut se satisfaire de cette alternative. Sa vie et l'abondante trace écrite qu'il en a laissée confirmeraient, s'il en était besoin, la nécessité de prendre en

compte toute la compte toute la complexité, toute l'épaisseur de l'Histoire. Car ce n'est pas seulement la personnalité d'un individu qu'il faut questionner, mais la masse de ceux dont il s'est voulu, jusqu'à l'obsession, le "tribun", ces paysans pour qui la rencontre avec le communisme, **à ce moment là**, était tout aussi inévitable que le sera l'échec de celle-ci.

Dès les premiers pas du jeune PCF, Renaud Jean se trouve confronté à une contradiction qui va constituer la trame – et le drame – de son existence : la contradiction entre son internationalisme et la main-mise progressive du Parti-Etat soviétique sur l'Internationale, première étape de ce qui deviendra le stalinisme. Il est de ceux qui, pour sauver l'internationalisme, se dressent contre cette main-mise dès qu'elle commence à se manifester. Certains jugeront très tôt la partie perdue et s'en iront vers d'autres horizons. Lui, il choisit de combattre à "l'intérieur". On peut discuter de l'attitude des uns et des autres. Mais ce débat, légitime, n'enlève rien à l'intérêt que présente, pour notre réflexion, l'examen des raisons qui, en dernière analyse, fondent et expliquent la "résistance" d'un Renaud Jean. Celles-ci nous importent en effet car elles renvoient à une **culture**, à celle de ces paysans que veut incarner le député du Lot-et-Garonne.

C'est cette culture, dont naturellement il est lui-même imbu, qui s'exprime lorsqu'il polémique dans les congrès de l'Internationale communiste avec Trosky ou Boukharine ; ou encore lorsqu'il rejette les "directives" de Moscou enjoignant aux PC de mettre sur le même plan le fascisme et la social-démocratie (sa condamnation de la politique ultra-sectaire dite "classe contre classe" fut sans appel). Ses textes nous apportent non seulement des éclairages inédits sur les "grands hommes" qu'il côtoie, mais surtout nous y voyons à l'œuvre la manière dont les positions politiques sont travaillées par certains traits de la culture républicaine dont la paysannerie de gauche est l'héritière. Dans un mouvement en train de se scléroser il développe une pensée originale, révélatrice à plus d'un titre du processus de fascination-répulsion dans lequel se trouve prise cette paysannerie à l'égard du communisme ; un processus non linéaire mais au contraire tourmenté, ses deux termes prenant plus ou moins de place selon les convulsions du siècle.

Renaud Jean fut inséparablement un politique, un théoricien et un syndicaliste paysan. Sa foi dans les capacités révolutionnaires (révolutionnaires "à la française") de la petite paysannerie allait de pair avec la plus grande attention à sa situation réelle. L'histoire paysanne de l'entre-deux-guerres ne saurait faire l'économie de l'étude de son rôle et de ses travaux. Rédacteur du "Programme agraire du PCF", ses réflexions sur la question de la propriété nous font toucher du doigt les raisons pour lesquelles cette question a tenu une si grande place dans la culture politique – et la culture tout court – de la France. Ses analyses le préparaient à jouer un rôle majeur dans l'élaboration de la politique d'alliance des ouvriers et des paysans du PCF qui devait contribuer, en 1936, à la victoire du Front populaire. Il sut constamment nourrir cette politique d'une maîtrise parfaite des dossiers, laquelle lui valu d'occuper le poste si convoité de Président de la Commission de l'agriculture de la Chambre des députés de 1936 à 1939. Peut-être le redécouvrira-t-on à l'occasion des travaux ultérieurs sur "l'exception paysanne" qui distingue notre histoire, lorsqu'on la met en parallèle avec celle des autres grands pays industriels, exception paysanne qui me paraît receler une part de la singularité du communisme français.

Avec le temps l'image du Front populaire tend à se ramener à celle de la grève générale et des usines occupées, le tout baignant dans une atmosphère de grande fête ouvrière. La prédominance de cette image risque, en faisant l'impasse sur la part que prit la paysannerie à la victoire électorale de la gauche en 1936, de conduire à de malheureux contre-sens à propos de ce qu'il en était de la société française d'alors. Et s'il est une "figure" qu'il ne faut pas oublier dans la galerie des portraits de l'époque pour comprendre celle-ci, c'est bien celle de Renaud Jean.

Mais pendant que le Front populaire triomphait à Paris, Staline faisait régner la terreur à Moscou. Alors se repose la question : gogo ou complice ? Nous allons voir combien les choses sont compliquées. Renaud Jean dès le début des années Vingt a prôné contre la politique suicidaire de l'Internationale, le rassemblement de tous les républicains pour mettre en échec le fascisme montant. En février 1934, il n'hésita pas à bousculer un Thorez hostile à l'union communiste-socialiste. Puis, quelques semaines plus tard, suite à un tournant à 90° de la stratégie de Staline, ordre est donné au PCF de réaliser à tout prix cette union. Et elle se réalisa effectivement, à la grande satisfaction évidemment de Renaud Jean. Elle se réalisa contre un danger – la suite le prouvera surabondamment – qui n'était pas imaginaire. Comment Renaud Jean n'aurait-il pas tenu cette évolution, à laquelle il avait tant contribué, comme la chose la plus importante ? Je veux dire celle après laquelle passe toute considération. Oui, mais à Moscou s'ouvrent les premiers grands procès staliniens. Renaud Jean le sait. Il le sait si bien qu'il dit ne pas croire à la culpabilité des accusés et ne voir dans ces procès qu'une sanglante vengeance de Staline. Ses propos sont aussitôt rapportés à Moscou et consignés dans un dossier récemment trouvé à la faveur de l'ouverture des archives du Komintern.

Il est incontestable qu'en ne dénonçant pas publiquement ces crimes – encore une fois qu'il connaissait et qu'il connaissait comme tels – il a contribué à étouffer le cri des victimes. On ne saurait donc, si tant est que nous en ayons le pouvoir, l'absoudre de son silence. Mais sans esquiver ce problème moral et, au contraire pour en éclairer toutes les faces, l'attention à l'environnement historique dans lequel il s'est posé est un impératif. C'est en ce sens, je crois, qu'il faut comprendre la nécessité de dépasser l'alternative : gogo ou complice.

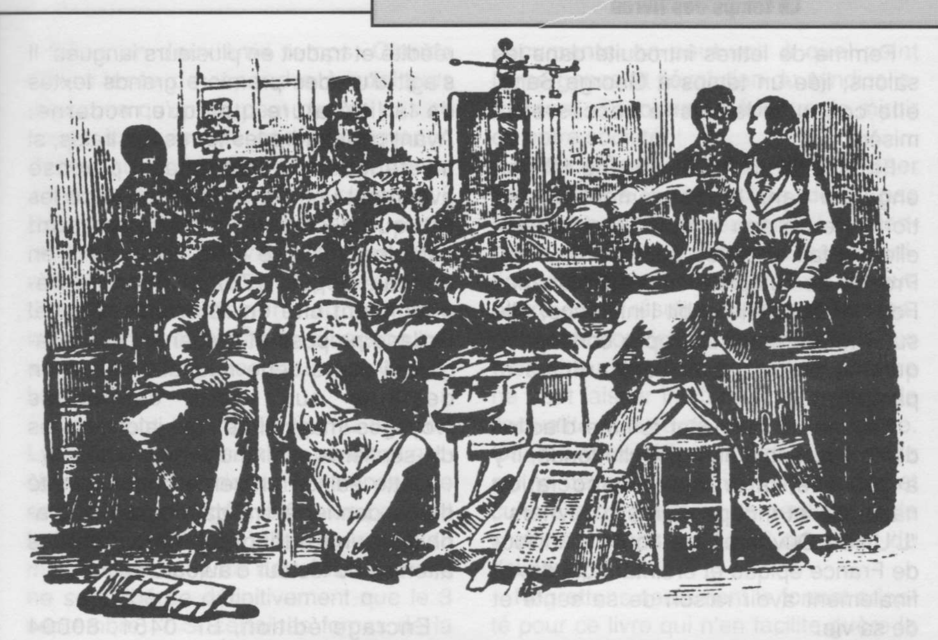
La manière dont va s'achever la "carrière" de Renaud Jean invite au rejet de toute approche simpliste et paresseuse. Lorsque survient le coup de tonnerre du Pacte germano-soviétique en août 1939, il ne sera pas dupe du renversement d'alliance qu'il constitue et refusera de se faire le complice de Staline. Par fidélité à son engagement anti-fasciste, il se désolidarise d'une direction du PCF à qui il ne pardonne pas de céder à Moscou sur la priorité du combat contre Hitler. Mais il refuse avec la même fermeté de s'abandonner aux facilités du renoncement et de trahir ses convictions. Ni le gouvernement qui l'envoie en prison, ni le PCF qui le marginalise ne lui pardonne son honnêteté.

Après la guerre, Renaud Jean est "oublié". C'est un oubli délibéré, organisé. Sur les photos que publie la presse communiste, il est remplacé par... une porte.

Toute parcelle d'histoire oubliée est, d'une certaine manière, un dommage causé aux vivants. Malheureusement notre époque de surmédiatisation est de nature oublieuse. L'histoire-spectacle est le pendant de la politique-spectacle. L'audimat ne se nourrit que de ce qui peut faire mouche dans l'instant et à l'échelle la plus vaste. Le "reste" a de plus en plus de mal à se faire entendre. La chute du communisme ayant été, au sens stricte, spectaculaire, le risque existe maintenant de ne retenir de son histoire que ce qui est le plus susceptible de frapper une imagination publique toujours plus avide de sensationnel. A cet égard, si l'ouverture des archives du Komintern constitue une étape capitale pour la connaissance historique – grâce à elle plusieurs points concernant Renaud Jean ont pu être éclaircis –, certaines tentations médiatiques n'ont pas toujours été évitées. Les archives de Moscou renferment un trésor inestimable mais qui ne doit pas pour autant nous conduire à négliger les pépites que l'on peut trouver... dans les archives du Lot-et-Garonne. C'est-à-dire toutes les traces d'une histoire qui s'est fait aussi ici, chez nous.

Gérard BELLOIN

Auteur de *Renaud Jean, le tribun des paysans*, Editions de l'Atelier (ancienne Editions ouvrières) Collection "La part des hommes" dirigée par Claude Pennetier.



LE TEMPS DES LIVRES

CARL EINSTEIN-DANIEL-HENRY KAHNWEILER, CORRESPONDANCE 1921-1939
par Liliane Meffre

ETHNOLOGIE DE L'ART MODERNE
par Carl Einstein

Parmi l'intelligentsia allemande, les familiers de l'histoire culturelle de l'Allemagne des premières années du siècle, puis de la république de Weimar ont sans doute croisé la personnalité de Carl Einstein, mais c'est la première fois que paraissent en même temps deux livres de ce spécialiste des avant-gardes esthétiques, le cubisme mai aussi l'art africain, engagé dans le tourbillon culturel et politique de son temps.

Carl Einstein (1885-1940), fit des études d'histoire, d'histoire de l'art et de philosophie à l'université de Berlin. Très lié à la revue *Die Aktion* de Frantz Pfemfert (1879-1954), il y publia son livre, d'abord en série dans la revue, puis aux éditions *Die Aktion, Bébuquin ou les dilettantes du miracle*, dédié à André Gide (trad.franç.), Paris, Samuel Tastet éditeur, 1987). Pendant la Première Guerre mondiale, il combattit en Alsace puis fut muté à Bruxelles où il fréquenta les intellectuels belges et allemands de la ville, avant de jouer un rôle de premier plan dans le conseil des soldats, après la défaite allemande. Rentré à Berlin, il participa au mouvement spartakiste et assista à l'enterrement de Rosa Luxemburg, puis fut brièvement arrêté à Munich.

Installé à Paris en 1928, il fonda l'année suivante la revue *Documents* avec Georges Bataille. Contrairement à ce qu'affirment certains spécialistes de Bataille, Einstein ne fut pas un simple prête-nom du secrétaire général de la revue, mais *l'autre figure de proue de l'entreprise, qu'il marqua non seulement de son sceau mais aida puissamment à maintenir, contrebalançant souvent l'influence de la "communauté négative" constituée par Bataille et ses amis dissidents du surréalisme au sein de la revue.* Ces contributions, réunies dans *Ethnographie de l'art moderne*, jetaient des passerelles fécondes entre l'histoire de l'art et l'ethnologie, tandis que sa note sur l'absolu comme *somme des compensations de la misère humaine* soulignait : *"L'absolu a été le plus grand exploit de l'homme (...). Mais c'est en même temps sa plus grande défaite, parce qu'il inventait quelque chose de plus grand que lui. L'homme a créé sa propre servitude. Cet absolu est identique au vide et a ce qui n'a pas d'objet. C'est ainsi que l'homme meurt par l'absolu qui est en même temps son moyen de liberté. L'homme se meurt, tué par ses fétiches, dont l'existence est plus ou moins situé dans l'absolu".*

Cependant, au début des années trente, il prit ses distances avec les avant-gardes de cette décennie, *"les considérant comme vendues aux idéologies régnantes, vidées de force productrice, asservies au profit".* En 1936, il partit en Espagne combattre avec les anarcho-syndicalistes de la Colonne Durruti dans la centurie Erich Mühsam qui regroupait les volontaires de langue allemande. A la mort de Durruti, il lui rendit un vibrant hommage car il avait expérimenté dans sa colonne *"la fusion de l'individu dans la collectivité"* qu'il appelait de ses vœux, mais aussi, *"la destruction du moi empirique et la création d'une langue adéquate"* (1). Ainsi, il écrivait : *"Durruti, cet homme extraordinairement concret, ne parlait jamais de lui, de sa personne. Il avait banni de la grammaire le mot préhistorique "je". Dans la colonne Durruti on ne connaît que la syntaxe collective. Les camarades apprendront aux littérateurs à renouveler la grammaire dans le sens collectif."* (1)

Revenu en France après la défaite des républicains espagnols, il fut interné dans un camp à Argelès, près de Perpignan. Relâché après la débâcle de mai-juin 1940, il sait la fuite par l'Espagne impossible et la persécution nazie certaine en France. Comme Walter Benjamin, Walter Hasenclever ou Ernst Weiss, Carl Einstein choisit de se donner la mort le 5 juillet en se jetant dans le Gave de Pau, près de Lestelle-Bétharam, pour échapper à la Gestapo.

"Un lâche n'écrira jamais une bonne page de prose", écrivait-il d'Espagne à Kahnweiler. On attend donc avec impatience la poursuite de la publication des œuvres tant esthétiques que romanesques et politiques d'un intellectuel pour qui l'engagement n'était pas une simple posture commode mais une question existentielle de la première importance.

C.Jacquier

(1) Liliane Meffre, *Carl Einstein et la problématique des avant-gardes dans les arts plastiques*, Berne, Peter Lang, coll. Contacts, 1989, P.134.

André Dimanche éditeur, 10 cours Jean Ballard, 13001 Marseille.

CES BARBELÉS OUBLIÉS PAR L'HISTOIRE
par Jacques Sigot



Jacques Sigot a, depuis longue date, apporté le résultat de ses recherches à notre revue. Deux fois il nous confia ses articles sur les camps de concentration de Montreuil-Bellay, son pays. Son premier ouvrage édité avait pour titre : "Un camp pour les Tsiganes... et les autres". Au cours de ces dix dernières années, il recueillit beaucoup de renseignements nouveaux ainsi que de nom-

breuses photographies qui ont considérablement enrichi son travail. C'est ainsi qu'il vient de rééditer cet ouvrage presque entièrement réécrit, complété de ces documents nouveaux, en particulier sur la période où des civils allemands furent internés comme otages en 1945.

Cet ouvrage constitue un document exceptionnel sur l'existence, en France, de camps de concentration pendant la Seconde Guerre Mondiale. Grâce à Jacques Sigot, on connaît maintenant d'une manière précise et sans contestation possible celui de Montreuil-Bellay. On y interna des Tsiganes, des Républicains espagnols, des civils anglais en été 1940, des clochards de la région nantaise, puis des collaborateurs, des soldats ennemis en perdition en septembre 1944, et enfin des civils allemands – surtout des femmes – internés comme otages en 1945.

Editions Wallâda et Cheminements, 351 pages, 138 F. Disponible à la librairie de Gavroche.

FLORA TRISTAN, LA RÉVOLTE D'UNE PARIA



La vie de Flora Tristan, vie de lutte et de passion, forme l'un des destins les plus étonnants qui se puisse imaginer. Aujourd'hui, son nom nous est connu, souvent même familier, mais la réalité de ce qu'elle fut et de ce qu'elle fit reste largement à découvrir. Parfois on ne la voit guère que comme *la grand-mère étonnante du peintre Gauguin...* ou comme *une femme de lettres française du XIXe siècle...*

Née en 1803 à Paris et morte à Bordeaux en 1844, elle eut une existence brève mais particulièrement remplie et tumultueuse. Issue d'une famille de l'aristocratie péruvienne, descendante, semble-t-il, de l'empereur aztèque Moctézuma II, elle épousa un mari tyrannique, frère du peintre Chazal, dont elle se séparera et qui la persécuta toute sa vie. En luttant pour se défendre et défendre ses enfants, elle mena un véritable combat pour la reconnaissance du droit des femmes qui, à son époque, en fit une sorte de "paria", comme elle dit elle-même, mais en fait, à nos yeux, une des premières vraies féministes.

Femme de lettres introduite dans les salons, liée un temps à George Sand, elle connut à la fois le succès et la misère.

Flora Tristan fut aussi une femme engagée dans le mouvement révolutionnaire de son temps. Rapidement, elle prit fait et cause pour les ouvriers. Proche de l'utopiste socialiste Charles Fourrier dont elle subit l'influence, elle sut vite affirmer sa propre conception qu'elle exprima à travers articles et pamphlets.

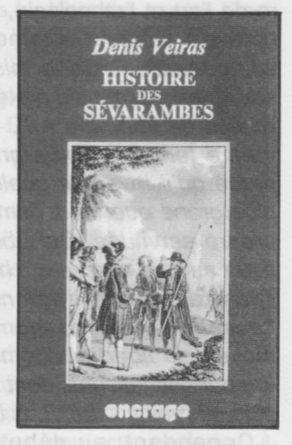
Femme de plume et femme d'action d'une inlassable énergie, elle fonda, il y a 150 ans, la première association nationale et indépendante d'ouvriers : "L'Union Ouvrière", au cours d'un tour de France épique et éreintant qui devait finalement avoir raison de sa santé et de sa vie.

Flora Tristan est l'une des figures majeures du mouvement ouvrier et socialiste français, mais aussi international. Ce que reconnaissait, par exemple, Clara Zetkin en Allemagne... Mais on peut à bon droit s'interroger sur les raisons qui ont conduit à quasiment occulter, particulièrement en France, le rôle précurseur qui fut le sien.

Cette nouvelle biographie due au journaliste et écrivain allemand Gerhard Leo, ancien résistant antifasciste en France, devrait largement contribuer à faire découvrir ou mieux connaître cette femme de passion et de courage.

Les Editions de l'Atelier. Livre album relié, 256 pages, 130 F.

HISTOIRE DES SÉVARAMBES
par Denis Veiras



Né entre 1635 et 1640 à Alès, Denis Veiras est issu d'une famille de la petite bourgeoisie protestante. Après un séjour dans les troupes royales avec lesquelles il fait la guerre en Piémont à l'âge de seize ans, Veiras se consacre aux études et devient docteur en droit vers 1660. Mais, du fait de sa religion, il doit bientôt s'exiler en Angleterre pour exercer son métier. Et c'est à Londres que paraît son œuvre essentielle : *L'Histoire des Sévarambes.*

Edité en 1675 en anglais, *L'Histoire des Sévarambes* a maintes fois été réédité et traduit en plusieurs langues. Il s'agit d'un des premiers grands textes de la littérature utopique moderne. Ayant pour cadre les terres australes, si mystérieuses à l'époque, il propose avant tout une fiction ingénieuse où les attaques contre la religion sont patentes. Avec ce texte non réédité en français depuis 1787 et pourtant fréquemment cité en référence, Michel Rolland propose et présente cet ouvrage qui ouvre cette nouvelle collection destinée aux récits catalogués "voyages imaginaires", qui jalonnent les dix-septième et dix-huitième siècles.

Cette édition présente la commodité de se donner à lire dans une typographie et une orthographe proches des attentes du lecteur d'aujourd'hui.

Encrage édition, BP 0451, 80004 Amiens cedex, 272 pages, relié, 160 F. Disponible à la librairie de Gavroche.

L'INSURRECTION DE VILLEURBANNE A-T-ELLE EU LIEU ?
par Claude Collin



Entre le 24 et le 26 août 1944, Villeurbanne ainsi que quelques quartiers de l'est de Lyon – soit une partie non négligeable de l'agglomération lyonnaise – étaient couverts de barricades. Pendant trois jours, avant de se replier, les insurgés villeurbannais, emmenés par quelques dizaines de FTP-MOI (Francs-Tireurs et Partisans de la Main d'Œuvre Immigrée), s'affrontèrent aux troupes allemandes encore présentes en grand nombre. Même si ces événements n'ont absolument pas eu l'ampleur de ceux qui se déroulaient à la même date à Paris, il faut tout de même signaler qu'il s'agit là pratiquement des deux seuls mouvements populaires insurrectionnels qui aient eu lieu à l'occasion de la libération de la France.

L'auteur fait tout d'abord un bilan précis de l'état de la résistance lyonnaise à la veille de l'insurrection de Villeurbanne. Puis il décrit par le menu ce qu'ont été ces trois journées de fièvre et d'espoir qui ont soulevé une partie importante de la deuxième ville de France.

Dans un deuxième temps, Claude Collin tente de répondre à quelques questions qu'on ne peut pas ne pas se poser à propos de ces événements. Cette insurrection était-elle préparée ou a-t-elle été imposée par la situation ? Pourquoi ce mouvement est-il resté isolé alors que la ville de Lyon était entourée de maquis susceptibles, sinon d'intervenir directement, du moins de créer des opérations de diversion qui auraient soulagé les insurgés villeurbannais ?

Comment expliquer que la ville de Lyon dans son ensemble, pourtant proclamée "capitale de la Résistance", ne se soit pas insurgée, pas plus pendant les événements de Villeurbanne qu'au moment de l'arrivée des Alliés (la ville ne sera libérée définitivement que le 3 septembre) ? Si certaines forces de la Résistance se méfiaient de toute mobilisation populaire, d'autres y étaient foncièrement favorables. Pourquoi même ces dernières n'entreprirent-elles pratiquement rien avant que les troupes allemandes n'aient quitté la ville, non sans en avoir fait sauter la plupart des ponts ?

A partir de documents inexploités jusqu'à ce jour et d'entretiens avec les principaux protagonistes de ces journées d'août 1944, Claude Collin apporte d'importants éléments de réponse à ces questions posées depuis cinquante ans, mais jamais véritablement élucidées.

Presses Universitaires de Grenoble, BP 47, 38040 Grenoble Cedex 09, 134 pages, 85 F.

UN GRAND CHANTIER, 60 ANS D'HISTOIRE DE LA FÉDÉRATION DE LA CONSTRUCTION ET DU BOIS CFDT

Par Jean Eglin



Soixante ans d'histoire de la fédération nationale de la construction et du bois CFDT, c'est ce que nous racontent avec précision Jean Eglin et Jean-Jacques Peyre dans un ouvrage grandement illustré. Au-delà du mouvement ouvrier et syndical, l'histoire de la FNCB se confond avec celle de notre société et nous fait revivre son évolution, ses mutations et ses fractures. Avec ces documents, on peut voir à quel point l'émergence et l'évolution du syndicalisme sont, d'époque en époque, le miroir de notre société.

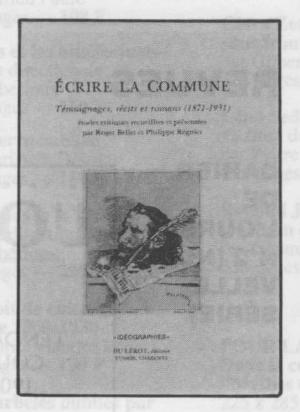
Cette volonté farouche de participer activement à la vie sociale, de ne pas demeurer un spectateur passif et silencieux, apparaît clairement. C'est un édifice jamais terminé, mais dont chaque pierre est le résultat d'actions, de ténacité et de conviction. Aussi, en tant que mémoire vivante et collective, ce livre ne peut laisser indifférent au regard de l'actualité sociale de cette fin de siècle. Offert à notre réflexion, il nous interroge sur le devenir d'une identité sociale et culturelle qui s'efforce de perdurer et de s'affirmer dans un souci constant de solidarité.

Regrettons seulement le format adopté pour ce livre qui n'en facilite guère la consultation... ni le rangement !

Les Editions de l'Atelier, 112 pages, 150 F.

ECRIRE LA COMMUNE

Etudes critiques recueillies et présentées par Roger Bellet et Philippe Régnier



Hier refoulée par les uns comme le crime originel d'une République - la Troisième - construite sur ses cendres, ou annexée par les autres, qui la glorifiaient au profit de causes diverses, la Commune de Paris redevient aujourd'hui l'événement collectif brut, massif et fondamental qu'elle fut : un soulèvement et une répression d'une ampleur et d'une intensité sans précédents, les mois les plus longs du XIXe siècle.

En cette fin de siècle-ci, où notre passé nous revient à neuf, la voie d'accès la plus authentique à la Commune pourrait bien être la littérature. Comment la littérature s'y prit-elle, dans son ensemble, et texte par texte, pour dire et penser pareil événement ? A la subversion de l'ordre social, répondit-elle par la subversion des formes et des genres ? Devant les décombres des systèmes de pensée dont les vaincus avaient espéré l'avenir de l'humanité, devant le triomphe entaché de sang des doctrines du passé, la littérature trouva-t-elle, dans ses ressources propres, des moyens d'absorber le choc et d'en proposer des interprétations ?

La première difficulté est de retrouver les œuvres : elles sont exhaustivement inventoriées en bibliographie, et quelques-unes seront rééditées par la suite dans la même collection.

Mais il faut aussi réapprendre à lire cette littérature non consacrée. C'est à quoi voudraient contribuer les études ici réunies sur ce qui a paru mériter le plus d'attention : choses vues et restituées par des femmes (Victorine Brocher, Malvina Blanchecotte), récits de militants (Maxime Vuillaume, Albin Villeval, Philippe Cattelain), fictions et souvenirs d'hommes de lettres (Théophile Gautier, Alphonse Daudet, Edmond de Goncourt, Leconte de Lisle), romans populaires (Pierre Zaccone, Pierre Bion, Maurice Montégut), roman d'inspiration décadente (Elémir Bourges), romans écrits en préoccupation du peuple des villes ou des déracinés des campagnes (Lucien Descaves, Léon Cladel).

Du Lérot éditeur, collection "Idéographies", 16140 Tusson, 288 pages, illustré, 250 F.

LE PETIT PERE COMBES

par Jacques Risse



Né sous le règne de Louis-Philippe, mort en 1921, le "petit père" Combes est de ces hommes qui ont contribué à façonner le monde actuel.

Nommé président du Conseil parce que les "chefs" du moment, Waldeck-Rousseau, Henri Brisson et Léon Bourgeois ne voulaient pas l'être, il étonna ses contemporains. De ce quasi-inconnu, de cet ex-séminariste ancien professeur de lettres qui avait été près de vingt ans médecin de campagne, on attendait qu'il assurât la transition pendant une période délicate. On n'attendait pas qu'il fît de la France un pays laïque et qu'il eût une politique. C'est pourtant ce à quoi il s'attacha et qu'on ne lui pardonna jamais. Pas plus qu'on ne lui pardonna d'avoir été le champion de l'union de la Gauche ou de s'être battu pour ses idées.

Au total, l'homme qui apparaît dans cette biographie complète n'est ni le vieillard anticlérical et obtus de la tradition, ni celui qu'Alain appelait "le bon petit roi". C'est un homme à la vie familiale à la fois heureuse et triste, et qui a accompli sa besogne tantôt avec une habileté confondante, tantôt avec une insigne maladresse, en se trompant parfois mais en restant toujours sincère et finalement sans doute tolérant.

L'Harmattan, Chemins de la Mémoire, 236 pages, 130 F. Disponible à la librairie de Gavroche.

HISTOIRE DE L'ALGÉRIE DEPUIS L'INDÉPENDANCE.

par Benjamin Stora,



L'utilisation de la mémoire comme légitimation du pouvoir est le sort dramatique que connaît le peuple algérien depuis son indépendance. C'est le constat que dresse Benjamin Stora dans son étude consacrée à l'histoire de l'Algérie depuis son indépendance.

L'Algérie est indépendante depuis le 3 juillet 1962. Dès l'été 62, une lutte de clan s'instaure au sein du F.L.N. pour le contrôle du pouvoir, c'est finalement Ahmed Ben Bella qui l'emporte. Ce dernier, de 1962 à 1965, lance des grandes campagnes pour "l'autogestion", qui doivent relancer l'économie débarrassée de ces structures coloniales. Dans le même temps il fait interdire ou mettre hors la loi les partis d'oppositions et le syndicat l'UGTA (Union Générale des travailleurs algériens) est mis au pas. L'armée devient la pièce maîtresse du pouvoir en Algérie (120000 militaires consomment 10 % P.I.B.). Le 19 Juillet 1965, Ben Bella est renversé par un coup d'Etat. Houari Boumedienne prend le pouvoir, il tente de réorganiser mais comme le note l'auteur : "l'objectif n'est nullement d'assurer les bases d'un Etat de droit, ni d'introduire le pluralisme et l'alternance politique, mais d'"intégrer" la société au système édifié par le régime." Régime qui joue en même temps sur des notions délicates et périlleuses en voulant faire coïncider les notions arabité et islamité. L'Etat va de plus en plus intégré dans son fonctionnement l'islam, pour légitimer son pouvoir. Le mouvement islamiste apparaît dans les années soixante dix, se développant de manière souterraine. Les premières émeutes du "printemps berbère" de 1980 et plus encore celles d'octobre 1988 vont faire voler en éclat l'expression apparente de l'unanimisme entretenue par le système F.L.N., qui se réfugiait derrière la victoire de la guerre de libération.

Les lendemains de l'Algérie restent incertains, si les acteurs de la vie politique algérienne utilisent "les vêtements théoriques empruntés au passé... qui restent sous l'emprise des automatismes d'une mémoire fabriquée depuis trente ans." (B.S. p102), celle-ci risque de s'enfoncer dans la nuit.

S B

La découverte, 1994, 122 p.

REVUES

CAHIER DE L'OURS N°2 (NOUVELLE SÉRIE)

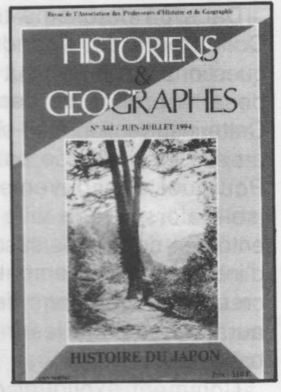


Le dernier supplément trimestriel thématique de L'OURS (Office Universitaire de Recherche Socialiste) traite des courants et tendances dans la SFIO de 1905 à 1969. Il éclaire la nature des principaux débats qui animèrent le parti de sa naissance à sa disparition. Aux études historiques proprement dites, qui insistent pour chacune d'entre elles sur des aspects peu connus, sont ajoutés des témoignages d'acteurs de la vie du Parti socialiste.

On y trouve enfin en bibliographie, la liste des travaux universitaires consultables à l'Office sur l'histoire du Parti Socialiste. C'est là, en effet, que se trouvent rassemblés en masse, des documents qui constituent une mémoire vivante de l'histoire du mouvement socialiste.

L'OURS, 86 rue de Lille 75007 Paris.

HISTORIENS & GÉOGRAPHES N° 344



Le dernier numéro de cette très sérieuse – mais combien variée – revue de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie est consacré pour l'essentiel à *L'Histoire du Japon*. D'où vient cette fascination qu'exerce ce petit peuple auquel on affecte tant de vertus ? Maîtres de l'économie, peuple courageux, travailleur, toute une série d'idées reçues qui ne correspondent pas forcément à la réalité. Car "si l'on parle du Japon, si on l'évoque et si on l'invoque en France, on ne l'étudie pas." écrit Patrice Jorland dans sa présentation. *Historiens & Géographe*, grâce aux travaux publiés, permet de mieux se repérer et *d'inciter à penser japon.* L'histoire du Japon est découpée en trois périodes : *Le Japon d'avant Meiji ; Le Japon contemporain* (1868 à 1945) enfin, le Japon "apuré", c'est à dire après la défaite.

Historiens et Géographes, BP 49, 75060 Paris cedex 02. Le numéro 110 F.

EXPOSITION

Du 17 octobre au 30 novembre, la Mairie du XIe Arrondissement accueille l'exposition : *Une tragédie de la Belle Epoque : l'Affaire Dreyfus.* Il s'agit de l'unique manifestation qui commémore, presque jour pour jour, le Centenaire du début de l'Affaire. D'origines très diverses, les objets, documents originaux et tableaux exposés proviennent de France, d'Israël et de collections particulières ; ces pièces sont souvent peu ou pas connues du public. Un catalogue scientifique sera édité à cette occasion. Un colloque précédera l'ouverture de cette exposition, le dimanche 16 octobre 1994 à 14 heures au Carrousel du Grand Louvre.

Librairie de GAVROCHE

Les commandes sont à adresser à EDITIONS FLOREAL, BP 872, 27008 - EVREUX

Les Paysans : les républiques villageoises de l'An mil au 19e siècle
par H. Luxardo
256 pages, illustré — **30 F.**

La Guerre détraquée (1940)
par Gilles Ragache
256 pages, illustré — **40 F.**

Contrebandiers du sel
par Bernard Briais
La vie des faux-sauniers au temps de la gabelle
288 pages, illustré — **50 F.**

Les Grandes Pestes en France
par Monique Lucenet
288 pages, illustré **55 F.**

Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851
par L. Willette
256 pages, illustré — **30 F.**

DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE :
— Luttes ouvrières — 16e/20e siècle
— Les paysans — Vie et lutte du Moyen-Age au 1er Empire
— Courrières 1906 : crime ou catastrophe ?
— Les années munichoises (1938/1940)
Les 4 dossiers — **60 F**

C'est nous les canuts
par Fernand Rude
Sur l'insurrection lyonnaise de 1831
286 pages — **25 F.**

Un maquis d'antifacistes allemands en France (1942-1944)
par E. et Y. Brès
350 pages, illustré — **140 F.**

Florilège de la chanson révolutionnaire de 1789 au Front populaire
Plus de 200 chansons sociales en fac-similé.
306 pages — **330 F.**

La Chanson de la Commune
par Robert Brécy
316 pages **350 F.**

Les Bibelforscher et le nazisme
par Sylvie Graffard et Léo Tristan
236 pages — **110 F**

Un Juif sous Vichy
par Georges Wellers
320 pages — **130 F**

Histoire de la littérature libertaire en France
par Thierry Maricourt
491 pages — **150 F**

Henri Poulaille
par Thierry Maricourt
275 pages — **129 F**

Maîtres et élèves d'autrefois
par Raymond Bailleul
462 pages — **180 F**

Instituteurs pacifistes et syndicalistes
Mémoires de François Mayoux
366 pages — **195 F**

N'oublie jamais Nicolas
par Gaston Haustrate
288 pages — **110 F**

La flamme sauvage
par Ludovic Massé
222 pages — **150 F**

Eysses contre Vichy 1940...
par Michel Reynaud
122 pages — **120 F**

La guerre de partisans dans le sud-ouest de la France 1942-1944
par Jean-Yves Boursier
224 pages — **130 F**

La guerre française d'Indochine
par Alain Ruscio
279 pages — **69 F**

Enragés et curés rouges en 1793 : Jacques Roux, Pierre Dolivier
par Maurice Dourmanget
171 pages — **90 F**

Deux enragés de la Révolution : Leclerc de Lyon et Pauline Léon
par Claude Guillon
255 pages — **140 F**

Marius Jacob, l'anarchiste cambrioleur
par William Caruchet
340 pages — **148 F**

Les crayons de la propagande
par Christian Delporte
224 pages — **195 F**

La prison sous Vichy
par Pierre Pedron
240 pages — **140 F**

Barbelés à Argelès et autour d'autres camps
par Francisco Pons
282 pages — **140 F**

La collaboration dans l'Eure 1940-1944
par Julien Papp
278 pages — **150 F**

Le Terroir Normand
par Bernard Verwarde
221 pages — **195 F**

Olympe de Gouges, Ecrits politiques 1792-1793
Tome 1 — **130 F**
Tome 2 — **130 F**

Jules Valles et la Haute Loire
par Adrien Faure
186 pages — **108 F**

Jaurès et les intellectuels
sous la direction de M. Rebérioux
336 pages — **150 F**

La guerre oubliée
par Christian Desplat
203 pages **150 F**

Fourmies et le 1er Mai
sous la direction de M. Rebérioux
462 pages — **220 F**

Le droit de cuissage, France 1860-1930
par Marie-Victoire Louis
400 pages — **130 F**

Ces barbelés oubliés par l'Histoire
par Jacques Sigot
351 pages — **138 F**

Histoire de Sévarambes
par Denis Veiras
272 pages – **160 F**

Le Petit Père Combes
par Jacques Risse
236 pages — **130 F**

Paul Robin (1837-1912)
par Ch. Demeulenaere-Douyère
478 pages – **308 F**

COLLECTION "LA PART DES HOMMES"
Lissagaray, le plume et l'épée
par René Bidouze
238 pages — **125 F**

Jules Guesde, l'apôtre et la loi
par Claude Willard
123 pages — **93 F**

Gracchus Babeuf avec les Egaux
par Jean-Marc Schiappa
265 pages — **125 F**

Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste
par Marianne Enckell
254 pages — **125 F**

Eugène Varlin, Chronique d'un espoir assassiné
par Michel Cordillot
268 pages — **125 F**

Madeleine Pelletier Une féministe dans l'arène politique
par Charles Sowerwine et Claude Maignien
252 pages — **125 F**

Clara Zetkin, féministe sans frontière
par Gilbert Badia
336 pages — **125 F**

Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline
par Pierre Broué
496 pages — **125 F**

Renaud Jean, le tribun des paysans
par Gérard Belloin
336 pages — **125 F**

POUR LA JEUNESSE :
Dans la collection "Mythes et Légendes"
225 x 285, illustré
Chaque volume — **65 F**
— La Chevalerie
— L'Egypte
— Les Loups
— L'Amazonie
— Les Gaulois
— Les dragons
— La création du monde
— Les Incas
— La Grèce
— Les Vikings
— Les animaux fantastiques
— Les ours
— Vers l'Amérique
— L'Europe
— Les Indiens
— Ciel et étoiles
— Les métamorphoses

Dans la collection "Mes premières légendes"
200 x 200, illustrées
Chaque volume — **45 F**
— Les Baleines
— Les Géants
— Les Fées
— L'Hiver
— Les sorcières
— Les musiciens
— Les couleurs
— Le printemps
— Les chats
— L'automne
— Les trésors

Dans la collection "Histoires vraies"
Chaque volume — **33 F.**
— Le Secret du grand-frère, une histoire de canuts
— Léa, le Galibot, une histoire de mineurs
— Le Ruban noir, une histoire de tisserands
— La Revanche du p'tit Louis, une histoire de forgerons
— Les cordées de Paris, une histoire de ramoneurs
— Les jumeaux de Carmaux, une histoire de verriers
— Frères du vent, une histoire de mousses
— Les Princes du rire, une histoire de jongleurs
— Quand la Charlotte s'en mêle, une histoire de dentellières
— Le sauvetage du proscrit, une histoire de typographe
— Le paquet volé, une histoire de saute-ruisseau
— Les fendeurs de liberté, une histoire d'ardoisiers.
— L'audace de Nicolas, une histoire de cheminots
— Voyage au bout de la Loire, une histoire de mariniers
— Le cadeau d'Adrienne, une histoire de porcelaines
— Fleurs d'Ajonc, une histoire de petite bonne
— Le rêve de bel humeur, une histoire de marchand de livres
— papillon de papier, le petit rat de l'opéra.
— La robe de bal, une petite couturière
— Les moutons d'Armel, un berger de Provence



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 78
Un an 5 numéros (dont 1 double) : 170 F — Etranger : 200 F (par avion)
Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom .... Prénom ....

Profession ....

Adresse ....

Code postal .... Ville ....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 13 895.29 N PARIS

L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Celle que nous publions dans ce numéro est plus importante que les précédentes dans le but de nous assurer un revenu supplémentaire destiné à compenser la baisse des abonnements que nous enregistrons depuis plus d'un an – pourquoi ne subirions-nous pas, nous aussi, la crise économique actuelle ? – Aussi nous remercions particulièrement les lecteurs qui nous passent des commandes de livres d'occasion, et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...
Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

- **Agulhon (Maurice), Le cercle dans la France bourgeoise 1810-1948.** Etude d'une mutation de sociabilité. A.Colin 1977, 107p.............. 50 F
- **Altheim (F.), La religion romaine antique.** Bibl. Hist. Payot 1955, 332p.... 60 F
- **Aron (Raymond), Mémoires.** 50 ans de reflexion politique. Julliard 1983, 778p, index.............. 60 F
- **Aron (Raymond), Le spectateur engagé.** Entretiens. Julliard 1981, 339p ill. .... 50 F
- **Ariès (Philippe), Le temps de l'Histoire.** Ed. du Rocher 1954, 325p.............. 40 F
- **Auffray (Bernard), Sur mon chemin j'ai rencontré...** Du service, de l'opinion au service du bien public. Klincksieck 1973, 210p ill. index.............. 60 F
- **Auriol (Vincent), Jean Jaurès.** PUF 1962, 197p ill. .... 50 F
- **Avineri (Shlomo), The social & political thought of Karl Marx.** Cambridge university Press 1968, 269p index.............. 80 F
- **Baillat, Eugène, Galin.., A la communale.** Hachette essais 1976, 276p .... 50 F
- **Bluche (François), Le despotisme éclairé.** Gdes Et.Hist. Fayard 1968, 380p...... 45 F
- **Bonnet (Georges), Le Quai d'Orsay sous trois Républiques 1870-1961.** Gdes Et.Cont. Fayard 1961, 523p .... 50 F
- **Bracher (Karl Dietrich), La Dictature allemande.** Naissance, structure et conséquences du National-Socialisme. Bib.Hist.Privat 1986, 681p index .... 90 F
- **Braibant (Charles), Un bourgeois sous trois Républiques.** Buchet/Chastel 1961, 435p.............. 60 F
- **Braudel (Fernand), L'identité de la France.** Espace et Histoire. Arthaud-Flammarion 1986, ill., 368p.............. 70 F
- **Cacérès (Bénigno), Les deux rivages. Itinéraire d'un animateur d'éducation populaire.** Maspero 1982, 156p.............. 50 F
- **Cameron (Rondo), La France et le développement économique de l'Europe 1800-1914.** Seuil 1971, 430p index .... 60 F
- **Carpenter (C.-U.), Comment organiser les usines et entreprises pour réaliser des bénéfices.** Libr. Polytechn. 1917. Rel. perc. éd. 253p .... 50 F
- **Carrère d'Encausse (H.), Le grand défi. Bolchéviks et Nations 1917-1930.** Flammarion 1987, cartes index, 333p.............. 50 F
- **(Catalogue), Emigrés français en Allemagne, émigrés allemands en France 1685-1945.** Institut Goethe 1983, 171p nbr. ill.............. 80 F
- **Chevalier (Louis), Histoire anachronique des Français.** Plon 1974, cart.éd. 346p.............. 70 F
- **Cojean et Eskenazi. FM La folle histoire des Radios libres.** Grasset 1986, 333p .... 55 F
- **Cole (John), L'U.R.S.S..** Analyse géographique. Coll.U A.Colin 1970, 328p (annoté).............. 60 F
- **(Collectif), L'enseignement de l'histoire contemporaine et les manuels scolaires allemands.** Une tentative d'accord franco-allemand au sujet des manuels d'histoire. A. Costes 1938, 104p.............. 100 F
- **Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales.** Les mouvements paysans dans le monde contemporain. Droz 1976. 3 vol (377+353+349p).............. 250 F
- **(Cuba), La educacion en revolucion.** Ouvrage de propagande édité en 1974, ill. coul. 235p.............. 60 F
- **Desanti (Dominique), Les Staliniens.** Une expérience politique 1944/56. Marabout 1976, 54P index .... 30 F
- **Ellul (Jacques), Le bluff technologique.** Hachette 1988, 480p.............. 50 F
- **Engerand (Fernand), Les amusements des villes d'eaux à travers les âges.** Plon 1936, 241p ill. .... 45 F
- **Etsine (Boris), Jusqu'au bout !** Calmann-Lévy 1990, cart. éd. 284p .... 60 F
- **Féraud (Henri), L'U.R.S.S. et le socialisme.** Cah. de cult. prol. 1971, 72p.............. 30 F
- **Gache (Paul), Briare conquise par son canal 1657-1789.** Ville de Briare 1993, 191p ill.............. 60F
- **Garaudy (Roger), Karl Marx.** Seghers 1969, 314p.............. 30 F
- **Garrone (A.-G.), Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIXe siècle(1828-1837).** Champ libre 1975, 397p index .... 80 F
- **Gaucheron (Jacques), La poésie, la résistance.** Les éd. fr. réunis, 1979, 283p......... 50 F
- **Gescher (B.H. & F.M.), L'Espagne dans le monde.** Payot 1937, 350p 38 fig ds le texte 60F
- **Goncourt (Ed. et J.), Histoire de la Société française pendant le Directoire.** Didier et Cie 1876, 435p .... 80 F
- **Guichen (Vte de), La Révolution de Juillet 1830 et l'Europe.** Emile-Paul Fr. 1917, 564p (lég. défr.) .... 100 F
- **Gourdon de Genouillac (H.), Les Françaises à toutes les époques de notre histoire.** Hennuyer (1919?), 468p ill. index.............. 90 F
- **Gouvion et Van de Mert, Le symbolisme des rues et des cités.** Berg Int. 1974, Rel.toile, ill. n.et coul. 300p .... 120 F
- **Grousset (René), L'Homme et son Histoire.** Plon 1954, 245p.............. 40 F
- **Harstrich (Jacques), R.G. 20 ans de police politique.** Calmann-Lévy 1991, index, 279p.............. 50 F
- **Havard de la Montagne (R.), Histoire de "l'Action Française".** Amiot-Dumont 1950, 253p.............. 60 F
- **Hess (Rémi), Les Maoïstes français. Une dérive institutionnelle.** Ed. Anthropos

---

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....
Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	20,00
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

1974, 244p .... 60 F

- **Hours (Joseph), Œuvre et pensée du Peuple français.** Bloud et Gay 1945, 350p .... 80 F
- **Kaës (René), Image de la culture chez les ouvriers français.** Ed. Cujas 1968, 347p .... 70 F
- **Kahn (Herman), L'ascension japonaise. Naissance d'un super-Etat, Défi et réponse.** R.Laffont 1971, index 346p .... 50 F
- **Kende et Smolar, La grande secousse, Europe de l'Est 1989-1990.** Presses du CNRS 1990, 238p .... 75 F
- **Knaus (William), La médecine en URSS.** Belfond 1981, 416p .... 55 F
- **Kohn (Richard), La révolution russe.** Julliard 1963, 431p ill. .... 70 F
- **Lavisse (Ernest), Vue générale de l'histoire politique de l'Europe.** A.Colin 1918. 243p .... 50 F
- **Leclerc (Max), L'éducation des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre.** A.Colin 1927, 368p (rousseurs) .... 45 F
- **Lénine (N.), L'Etat et la Révolution.** Bibl. Communiste 1921, 154p (lég.défr.) .... 60 F
- **Longuechaud (Henri), " L'abominable " armistice de juin 1940.** Plon 1980, 313p .... 50 F
- **Lounguina (Lila), Les saisons de Moscou 1933-1990.** Plon 1990, 224p .... 70 F
- **Ludwig (Emil), Staline.** Ed des Deux-Rives 1945, 219p .... 50 F
- **Manfred (Albert), Essais d'Histoire de France du XVIIIe au Xxe siècle.** Ed.Progrès Moscou 1969, cart. éd. 623p .... 50 F
- **Marion (Marcel), Dictionnaire des institutions de la France au XVII e et XVIIIe siècles.** Picard 1976, 564p .... 80 F
- **Marteau (Charles) dit " Chamart ", Le bagne et ses forçats. Jadis, au pays Rochefortais...** Auteur 1962, 95p ill. .... 50 F
- **Martin-Chauffier, L'homme et la bête.** Gallimard 1947, 248p .... 50 F
- **Maurois (André), La vie de Disraëli.** NRF 1928 (Galerie pittoresque), 286p ill. .... 80 F
- **Meunier (Jacques), Les gamins de Bogota.** J.L.Lattès 1977, 219p .... 40 F
- **Montaldo (Jean), Les finances du PCF.** Les Communistes et l'argent. A.Michel 1977, 236p .... 60 F
- **0rdioni (Pierre), Le pouvoir militaire en France. T1 seul : de Jeanne d'Arc à Bazaine.** Ed.Albatros 1981, 515p .... 80 F
- **Packard (Vance), Une société d'étrangers.** Calmann-Lévy 1973, 316p .... 40 F
- **Pange (Jean de), L'Allemagne depuis la Révolution française 1789-1945.** Gr.Et.Hist. A.Fayard 1947, 580p défr. .... 45 F
- **Pennac (Daniel), Le service militaire au service de qui ?.** Combats Seuil 1973, 176p .... 45 F
- **Perrot (Marguerite) Le mode de vie des familles bourgeoises 1873-1953.** Presses de la Fond.Nat.des Sc.Pol. 1982, 300p, index .... 60 F
- **Philippe (Jean-Paul), Les dessous du marché du siècle. 4 avions en compétition.** J.Grancher 1978, ill. 203p .... 40 F
- **Pierre-Gosset (Renée), Expédients provisoires. Le coup d'Ager.** Fasquelle Ed. 1945, 432p .... 60 F
- **Pillon (Marcel), La société bourgeoise.** B.Grasset 1922, 298p .... 45 F
- **Roux (ean), Précis historique et théorique de Marxisme-Léninisme.** R.Laffont 1969, 399p index .... 30 F
- **Samuel (Pierre), Amazones, guerrières et gaillardes.** Ed. Complexe P.U.Grenoble 1975. 319p index. avec son complément photocopié de 114p .... 80 F
- **Sédillot (René), Histoire de l'or. Gdes Et.** Hist. Fayard 1971. Cart. éd. 406p index .... 80 F
- **Seignobos (Charles), Histoire sincère de la Nation française.** Essai d'une histoire de l'évolution du peuple français.PUF 1946, 373p index .... 70 F
- **Société de démographie historique, Annales de démographie historique 1966.** Sirey 1967, 440p .... 70 F
- **Sorlin (P. & I.), Lénine-Trotski-Staline 1921-1927.** U2 A.Colin 1972, 275p ill... 50 F
- **Szpiner (Francis), Une affaire de femmes. Paris 1943, exécution d'une avorteuse.** F.Loisirs 1989 .... 35 F
- **Thalmann (Rita), Etre femme sous le IIIe Reich.** R.Laffont 1982, 277p, ill. index .... 60 F
- **Trotignon (Y.), Le Xxe siècle en URSS.** Dunod 1986, 332p .... 60 F
- **Turcq (Dominique), L'inévitable partenaire japonais.** Fayard 1992, 290p .... 50 F
- **Valette (J.), Vie économique et sociale des grands pays de l'Europe occidentale et des Etats-Unis, début XXe-1939.** Sedes 1976, 487p .... 50 F
- **Vallotton (Benjamin), Fascistes et Nazis en Provence. Journal d'un Suisse pendant l'Occupation 1942-1944.** Mercure de France 1945, 202p .... 80 F
- **Vergnes, Kling, Guéant, Du terrain pour l'aventure.** Pratique anti-autoritaire de l'animation des loisirs en milieu urbain. F.Maspero 1975, 226p .... 45 F
- **Vincent, Hisch..., L'Etat contemporain et le marxisme.** F.Maspero 1975, 235p.... 50 F
- **Virton (P.), Histoire et politique du droit du travail,** Bibl. de la Rech. Sociale 1968, 254p .... 60 F

Collection (Gallimard) : Trente journées qui ont fait la France :

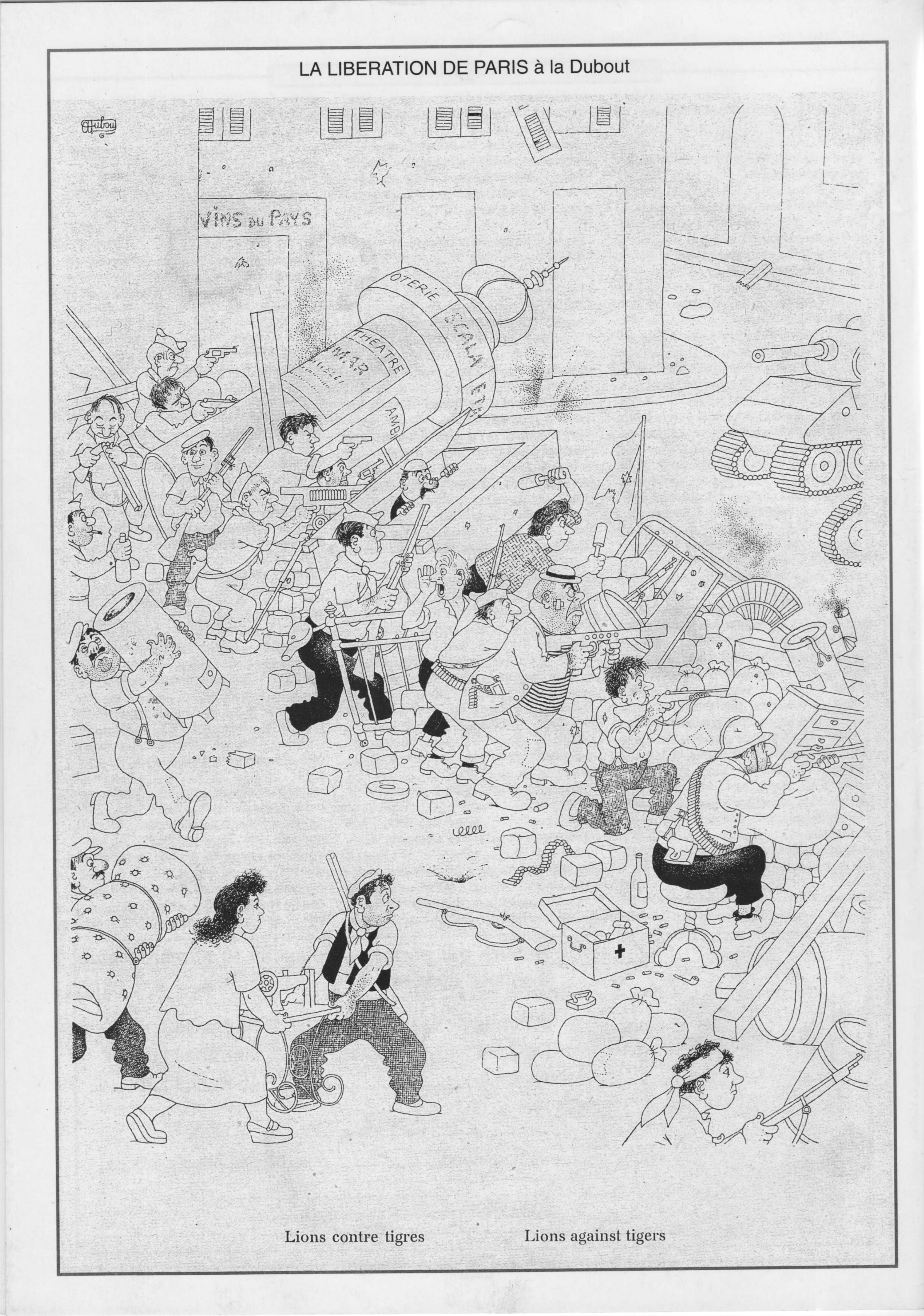
- **10 - Frédérix (Pierre), La mort de Charles le Téméraire.** 1966 .... 70 F
- **17 - Godechot (Jacques), La prise de la Bastille.** 1965 .... 70 F
- **24 - Guillemin (Henri), La Première résurrection de la République (1848).** 1967 .... 80 F
- **26 - Lefebvre (Henri), La proclamation de la Commune (1871).** 1965 .... 80 F
- **30 - Astier (Emmanuel d'), De la chute à la libération de Paris.** 1965 .... 80 F

MAI 68

Aron (Raymond), La révolution introuvable. Réflexion sur la révolution de mai. Fayard 1968 .... 40 F

- **Esprit N° 6-7 juin-juillet 1968.** 191p (lég. défr.) .... 40 F
- **Esprit N° 8-8 Aout-Septembre 1968. La révolution suspendue.** 256p .... 50 F
- **Fohlen (Claude), Mai 1968, Révolution ou psychodrame ?.** Dossiers Clio, PUF 1973, 95p .... 25 F
- **Joffrin (Laurent), Mai 68 Histoire des événements.** Points Seuil 1988, 376p .. 30F
- **Kravetz (Marc), L'insurrection étudiante 2-13 mai 1968.** 10/18 1967, 509p .... 25 F
- **Dumont (Jean), Les grandes énigmes de Mai 1968.** Beauval 1970, 3 vol. .... 100 F
- **Servan- Schreiber (J.-J.), Le réveil de la France mai/juin 1968.** Denoël 1968, 126p .... 30 F

LA LIBERATION DE PARIS à la Dubout



Lions contre tigres

Lions against tigers